

Collection Démocratie & Sociétal

Monthome

L'Esprit du Societhon



Hastag #10

Politique prudentielle contre maîtrise du risque

Texte intégral pour lecture gratuite, usage privé et familial

M3 Editions Numériques

www.bookiner.com

Version numérique ISBN : 9791023702132

Graphisme original : Jean Monfort

Sommaire

- . **Introduction**
- . **De l'égalitarisme dogmatique à la prudence**
- . **Une égalité favorable pour la maîtrise du risque**
- . **L'exemple significatif de la sécurité routière traditionnelle**
- . **20 postes d'altération démocratique découlant de la politique prudentielle menée avec la SRT**
- . **Opter pour la maîtrise routière par la maîtrise du risque**
- . **Les retours positifs de la maîtrise du risque dans la pratique routière individuelle comme dans d'autres domaines**
- . **Ce qu'apporte la maîtrise du risque sous l'angle collectif et sociétal**

Résumé

Cet **Hastag sociétal** oppose carrément la Sécurité Routière Traditionnelle (SRT) dans ses méthodes coercitives, liberticides, infantilisantes, culpabilisantes (mais pas son intention initiale) ainsi que son esprit purement systémique fondé sur l'éloge de la culture prudentielle et, la maîtrise du risque en matière de pratique routière animée par l'acte réussi, la compétence, la motivation à s'améliorer dans la pleine affirmation de certaines valeurs évolutionnaires. Il n'y a pas photo dans cette comparaison à finalité sociétale, sachant que la SRT traduit exactement l'état actuel de régression démocratique dans les sociétés modernes !

Le Societhon est une matrice culturelle évolutionnaire à vocation universelle adaptée aux grands enjeux sociétaux du III^e millénaire. En tant que nouvelle culture mère appliquée à la dimension sociétale moderne, elle se place au-dessus des idéologies et des régimes politiques, au-dessus des religions, au-delà des philosophies et des sciences, en les unifiant sur l'essentiel. Comprendre et adopter l'Esprit du Societhon, c'est prendre véritablement conscience de la réalité et de la finalité des conditions humaine, citoyenne et collective dans le monde actuel. C'est aussi devenir un citoyen ou un futur citoyen adulte, discerné, motivé, capable d'appliquer par lui-même et avec les autres les fondements, les solutions et les valeurs évolutionnaires de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM).

Monthome est un citoyen penseur français dont la principale vocation contributive est d'être un passeur de conscience dans la complexité du monde, un alerteur de sens face aux erreurs de gouvernance, un transmetteur de savoir, un producteur de contenus, un ouvrier de pistes et de solutions, afin de rendre possible un avenir évolutionnaire pour tous.

Tant que les populations ont peur, elles restent assagies et dociles. Lorsque les populations n'ont plus peur, tout devient possible du jour au lendemain dans le renversement des systèmes par le fait des citoyens en colère. Il est clair que l'enjeu suprême de tout pouvoir est de créer puis de maintenir la peur sous différentes formes (peur du gendarme, procès, amende, emprisonnement, sanction...). Pour cela, la meilleure façon d'entretenir la peur au niveau collectif afin d'endiguer l'initiative individuelle hors norme est de l'habiller de postures politiquement correctes, d'habitudes normalisées, d'attitudes docilisées, de comportements prudentiels, eux-mêmes formatés par les lois, les normes, les règles, les procédures, la morale (menace, culpabilisation, infantilisation, obéissance...). Plus le système impose une citoyenneté fondée sur la crainte du divin, la norme, la responsabilité civique, la discipline apaisée, l'obéissance servile à la loi, plus il entretient chez l'individu des attitudes prudentielles en surface (éviter d'être pris en défaut) avec une peur latente en profondeur de la psyché (sentiment, émotion relative à un danger, souffrance, risque, menace possible pour soi). Il est observable partout dans l'histoire de l'humanité que lorsque la peur s'impose, la prudence devient le principal moteur existentiel. Un moteur bridé, ralentit, affaiblit, peu puissant, voire métastasant et limitant l'ensemble des activités humaines (pratiques, expériences, initiatives, créativité, innovation, audace, engagement, passage à l'acte...). Les groupes, les communautés, les sociétés, suivent alors une ligne de plus grande pente conservatrice, « stagnative », inverse, voire régressive.

De l'égalitarisme dogmatique à la prudence

Dans toutes les sociétés autocratiques, despotiques, dictatoriales, autoritaires, directives, la gouvernance ne peut s'exercer directement ou indirectement que par la peur ou sa représentation, la menace, l'oukase, la dureté. Au-delà de la peur réflexe bien compréhensible, il s'agit-là de la peur prudentielle **systemisée** (pouvoir public, fisc, administration, police, militaire...), **idéologisée** (morale, rituels et croyances religieuses), **politisée** (régime politique, milice, surveillance...), **organisée** (hiérarchie, sanction, punition...), **médiatisée** (dramatisation, désinformation, propagande...), **technocratisée** (normalisation, procédurisation, régulation...), **légalisée** (homologation, légalisation, autorisation...). Au-delà de la prudence nécessaire et discernée face à un risque réel, immédiat, objectif, il s'agit-là de la prudence imposée à tous par les lois, les codes, les usages, dans un but de **régulation indifférenciée** des comportements sans tenir compte du niveau réel de compétence opérationnelle des uns et des autres, de **docilisation massive** des pratiques sous prétexte de responsabilisation, de **discipline** en dramatisant les conséquences potentielles ou virtuelles, de **soumission** en infantilisant ceux qui n'ont pas un niveau suffisant de maîtrise, d'**obéissance** citoyenne en culpabilisant ceux qui ne respectent pas ou ne s'adaptent pas aux règles, de justification de la **sanction** pour toute action hors norme (amende, taxation, judiciarisation, pénalisation...). C'est dans ces conditions que l'égalitarisme sociétal tant vanté par les partis politiques et les systèmes en place affiche ses limites philosophiques et ses incohérences structurelles dans le traitement de la réalité.

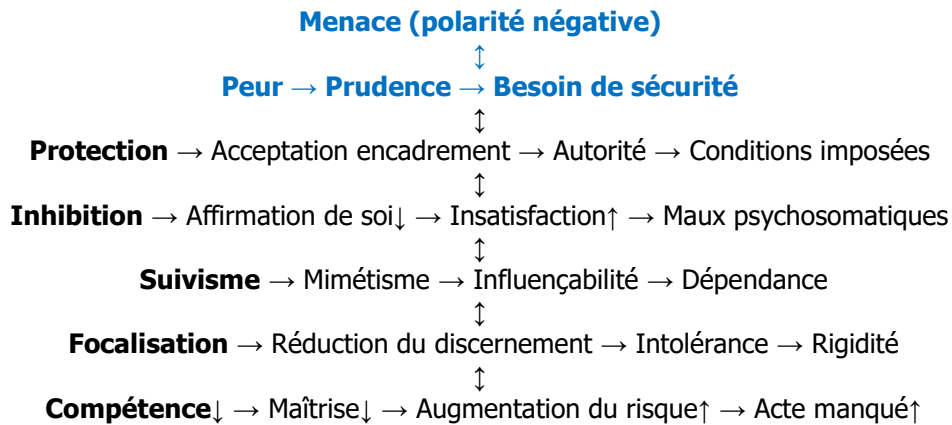
C'est aussi en se référant à l'axiome euclidien affirmant que « *Des choses qui sont égales à une même chose sont égales entre elles* » que l'égalitarisme dogmatique

justifie la prévalence de la peur et de la prudence comme méthode de conduite sociale des masses humaines. Lorsque la gouvernance de n'importe quel système et/ou le leadership appliqué sur un groupe humain ont compris que la peur produit la prudence en exerçant ainsi un frein naturel à l'expression et à l'initiative individuelle, alors l'égalitarisme par la contrainte, le forçage, la soumission, l'appartenance, l'identification via l'acceptation des normes systémiques, devient la principale matrice politique dans la conduite des peuples. Cet égalitarisme dogmatique repose sur une égalité à polarité négative, c'est-à-dire en niant carrément les différences innées et acquises (intelligence, adaptabilité, réflexe, intuition, énergie, compétence...), en vue de produire au sens majoritaire les mêmes causes, les mêmes conséquences, les mêmes effets standardisés, partout et au même moment au sein d'une même population. Dans toutes les sociétés non abouties, autoritaires, comme celles à démocratie partielle ou imparfaite, le couple peur/prudence forme la base de la plupart des fondements culturels, éducatifs, académiques et moraux transmis et/ou imposés de manière standardisée et normée au sein d'une même population. On comprend alors mieux pourquoi la notion d'égalité civique, législative, sociale (mais rarement économique et hiérarchique) devient le mantra de toute politique prudentielle, que celle-ci soit à vocation sociale ou conservatrice. En bridant l'humain (aspect négatif), l'égalité dogmatique fondée sur la peur et la prudence est depuis toujours le meilleur moyen de lisser les comportements dans le sens souhaité par les régimes en place. Elle permet également de contrôler les différences innées (trop ou pas assez), ainsi que les inégalités naturelles chez l'humain (force, faiblesse, handicap...) et/ou servir de moyen d'orientation et d'influence de la plupart des consciences, des décisions, des opinions, des jugements, des comportements sociaux et collectifs. Il en résulte que la culture massive de la peur et de la prudence sous prétexte d'égalité dogmatique engendre forcément les mêmes pratiques, les mêmes comportements standardisés, les mêmes conséquences et effets prévisibles. La politique prudentielle dans les sociétés modernes se caractérise notamment par des implémentations technocratiques et politiques à grande échelle tels que :

- . Le recours constant aux **mesures sécuritaires** sous tout prétexte
- . Les postures de **non engagement** et de compromis
- . La notion psychologique de **victimisation**
- . La référence « tiroir » au **principe de précaution**
- . L'allégation virtuelle de **mise en danger de la vie d'autrui**
- . L'encadrement **normatif et procédural** pour contrôler, surveiller, diriger
- . L'importance de **l'interventionnisme** systémique (État, institution, administration, fisc...) en vue de tout dominer, centraliser
- . La tendance forte à la **régulation** économique, financière, commerciale, sociale, civique...
- . L'imposition de **codes** culturels, sanitaires, socioéconomiques (travail et emploi, activité des entreprises, sécurité routière, dynamique de masse...)
- . La **médiation** (internet, réseaux sociaux, judiciaire...) pour recadrer, filtrer
- . Et bien d'autres...

Autant de réglementations, freins à l'initiative individuelle et obstacles à l'engagement spontané et authentique du citoyen dans la vie sociale et publique. Autant de murs de verre et de pierres faisant de l'existence citoyenne un véritable parcours du combattant de plus en plus aseptisé en voulant l'assainir, la protéger, la normaliser. L'énergie humaine est ainsi canalisée, domptée, assujettie, domestiquée, avec tout un ensemble de réducteurs de pression comme s'il l'humain était dangereux pour lui-même et pour les autres. De ce point de vue,

on peut affirmer que l'égalité dogmatique fondée sur la menace (intimidation, pression, interdiction, condamnation, réprobation, sanction...) contribue à former un moule mental et sociétal prudentiel à 5 niveaux ayant chacun une polarité négative :



Lorsque l'individu n'a pas appris à se libérer de la peur en l'affrontant, en la surmontant, en la dominant, lorsque l'individu est devenu prisonnier du réflexe prudentiel pour se protéger d'événements possibles, il justifie alors tout ce qui peut sécuriser son existence comme fin en soi. La sécurité devient une fin en soi (et non l'affirmation de soi, la dynamique évolutionnaire, la recherche de satisfaction dans l'ensemble des besoins humains) pour protéger d'abord l'acquis souvent réduit et imparfait et non enrichir ses capacités et exploiter ses potentiels. La prudence naturelle devient vite un « trop prudentiel » sous la pression systémique engendrant un matriçage psychosocial et sociétal responsable, à la fois, de l'acte manqué dans la vie courante et d'un mal-être permanent dans la vie intime. Derrière l'encadrement sécuritaire se manifeste presque toujours une pente entropique génératrice de maux, symptômes, crises, révoltes, oppositions, refus, rejets caractéristiques, chez le citoyen adulte envers les conditions de vie imposées par les systèmes et/ou les régimes en place. Et lorsque ce n'est pas le cas, c'est que l'individu a alors fortement régressé dans son animalité basique en manifestant alors une mentalité de pur suivisme, docilité, dépendance et allégeance aux maîtres des lieux. La véritable résistance à l'imposture sociétale du « trop prudentiel » suppose la nécessité vitale de sortir des schémas de la peur, de la prudence, de la dépendance dès que possible, ainsi que de toutes les conditions, obligations, contraintes et règles imposées qui ne prennent pas en considération les attentes dans la réalité vécue par chacun. C'est la raison pour laquelle une grande partie des individus compense généralement cette forme d'asservissement, d'assujettissement, de domination par la force ou la contrainte, par les artifices de la croyance religieuse et ses rituels, par l'éсотérisme, par le consumérisme, par la fuite en avant technologique, par l'imaginaire ou encore le virtuel. C'est un pur réflexe humain que de vouloir s'échapper de l'emprise morale, civique et cognitive non voulue et/ou niant le discernement humain à pouvoir juger par soi-même les tenants et aboutissants de la situation. Une autre méthode psychologique hyper utilisée consiste à décompenser toutes les frustrations engrangées au quotidien dans sa vie professionnelle, privée et/ou intime via le défoulement, la recherche de plaisir et de fantaisie et toutes les formes d'agressivité envers les autres ou les plus faibles (ennemi, tête de turc, collaborateur, conjoint, enfant, animal, objet...).

Une égalité favorable pour la maîtrise du risque

Toutefois, la meilleure façon d'éviter à la fois l'inhibition psychique, psychologique, physiologique et/ou physique résultant de la peur, ainsi que le réflexe prudentiel dans tous ses effets induits et compensations, est de miser dès le départ sur la maîtrise du risque. Il est évident que « *qui peut le plus (maîtrise du risque) peut le moins (posture prudentielle)* » mais jamais l'inverse. Aussi pour être en capacité de dominer activement les événements et non les subir passivement, il est nécessaire d'opter dès le plus jeune âge sur l'affirmation de soi et l'ensemble des valeurs évolutionnaires. Chaque individu doit être en mesure de sortir de l'âge infantile ou adolescentique (être dominé et placé sous la tutelle des systèmes en place) pour devenir pleinement adulte (être pleinement autonome sous l'angle décisionnel, conscientiel, mental, comportemental...). Toute forme d'assistance externe, protection imposée, mesures sécuritaires forcées, de nature à imposer un comportement type ou standardisé (politique prudentielle) ne participe nullement à l'adultisme mais au prolongement indéfini du non-adultisme. La maîtrise technique et mentale permettant de désacraliser le risque est la voie royale menant directement à l'aboutissement de soi. Elle s'oppose catégoriquement à la voie prudentielle synonyme d'inaboutissement chronique de soi. Les valeurs d'engagement sont ici bien plus fortes, qualitatives et efficaces pour l'individu comme pour le collectif et le sociétal que toute attitude prudentielle docilisée, timorée, inhibée. La voie de la maîtrise du risque suppose de savoir passer mentalement la barre de la peur inhibante, de l'imaginaire « raisonnable », ainsi que l'occurrence conjoncturelle du risque (accident, incident, malheur, douleur...) toujours corrélative de l'indécision, de l'incompétence, comme de la phase technique de montée en puissance dans l'apprentissage, la découverte *in situ*, l'expérimentation sans filet. C'est en combattant le risque à la racine, en l'affrontant directement, en favorisant le courage de faire et de dire, en encourageant l'audace d'oser comme la détermination dans le passage à l'acte, ainsi que la diversité et l'intensité expérientielle dans le dépassement de soi, que l'individu grandit naturellement en lui-même.

Plus la maîtrise du risque est dominante dans la psyché humaine et moins l'individu subit les conséquences victimaires de ses actes manqués et/ou mal maîtrisés. A contrario, plus le niveau de maîtrise augmente, plus le risque se réduit proportionnellement à la compétence acquise, à la confiance en soi et l'assurance dans la fiabilité des moyens et équipements utilisés. La maîtrise du risque rend inutiles, voire obsolètes, la plupart des règles générales, communes et indifférenciées relatives à la politique prudentielle. En sachant maîtriser l'essentiel du connu, ainsi que l'émergence de l'inconnu et de l'imprévu par la vigilance et l'anticipation, l'individu prouve qu'il est bien plus efficace seul que toute forme d'encadrement, d'assistance artificialisée et de tutelle normative provenant des systèmes en place. De ce point de vue, la maîtrise du risque sans crainte de l'affronter (acte réussi) devient bien plus sécurisante et protectrice dans les faits de la réalité que la peur, le réflexe prudentiel et le refus du risque avec leurs nombreux effets négatifs (acte manqué) notamment dans le cadre de situations inhabituelles, non connues et imprévisibles.

La véritable sécurité pour soi et par soi-même (confiance et assurance en soi, sérénité, bien-être mental, capacité à répondre précisément, bon réflexe, motivation à réussir, énergie dans l'engagement...) nécessite OBLIGATOIREMENT de passer du niveau bas de la culture prudentielle au niveau haut de la culture du risque maîtrisé. Sans cette volonté d'efficacité, l'individu reste petit ou médiocre

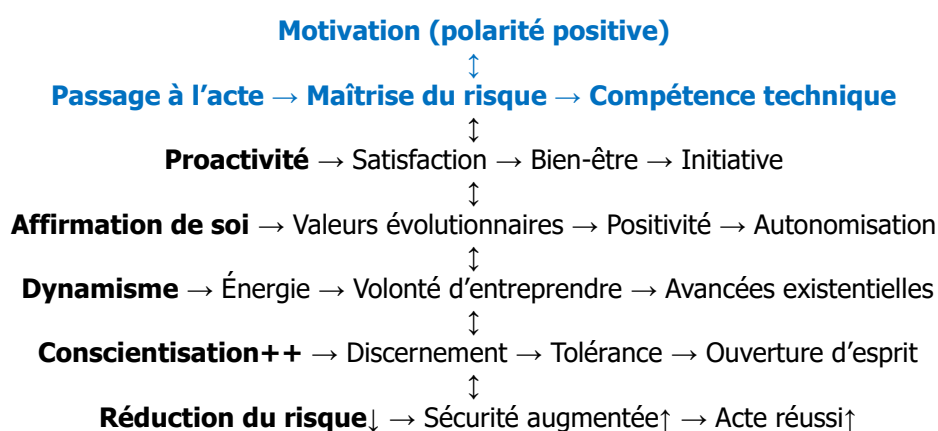
en lui-même et le cadre sociétal fortement imparfait, voire handicapant à la source de l'humain, de la citoyenneté. La véritable évolution au stade collectif et national consiste à considérer les citoyens comme des adultes capables de compréhension et de discernement, à condition de leur fournir les bons savoirs, les bonnes pratiques et les bonnes informations. C'est d'ailleurs fou de voir comment le cerveau humain dispose d'une formidable plasticité à grandir rapidement dans la conscientisation des faits, dès lors que la relation procède d'une intelligence relationnelle et d'un rapport fondé sur l'adultisme. À l'inverse, tant que l'on infantilise les individus en leur mentant, en déformant la réalité, en faisant de la rétention d'information, en les culpabilisant, en les menaçant, en leur faisant peur, on tire forcément le citoyen vers le bas de sa condition (suivisme, bêtise, crédulité, animalité, 2D...). A contrario, lorsque l'on considère l'individu même jeune comme ayant un esprit adulte, responsable, capable de discernement, d'entendre la vérité, sachant se comporter face à la réalité telle qu'elle est, on le tire toujours psychologiquement vers le haut de sa condition humaine. C'est tout le combat et tout l'enjeu de la maîtrise du risque de s'opposer partout et à tout moment à la dominance de la politique prudentielle. Mieux vaut 100 fois une politique de maîtrise du risque pour envisager une évolution démocratique ambitieuse ainsi qu'une citoyenneté plus avancée, que de se contenter d'une politique prudentielle défendant des valeurs conservatrices de plus en plus inadéquates au sein des sociétés modernes. C'est un choix majeur entre le profil de l'homme et de la femme inaboutis, docilisés, surprotégés, subissant leur existence ou celui de l'homme et de la femme aboutis, affirmés, autonomes, vivant pleinement leur destin.

On ne peut pas atteindre un bon niveau de maîtrise du risque dans la plupart des situations existentielles sans que l'individu soit apte mentalement à assumer pleinement ses propres actes et décisions de manière loyale avec :

- . La pratique courante d'« **adultisation** » des attitudes, positions, décisions, à partir de la plupart des **valeurs évolutionnaires**
- . Un discernement couplé à une **conscientisation élevée** des conséquences de ses actes
- . L'intérêt pour développer une **compétence opérationnelle** sûre et élargie.
- . Une **forte motivation** couplée à la détermination de réussir, d'aller de l'avant, d'atteindre l'objectif fixé ou le challenge accepté
- . La pleine **affirmation de soi** reposant sur la désinhibition et le self-control
- . Une **confiance en soi**, en son jugement, en son intuition, incluant une estime de soi positivée
- . La pratique régulière de la **proaction** dans l'initiative, le passage à l'acte, le dépassement de soi, la recherche de solution
- . Un besoin impérieux d'**autonomisation**, d'indépendance, de liberté de choix, d'expression, de pensée, de conscience
- . Un véritable **esprit de responsabilité** capable de revendiquer aussi bien l'erreur, la faute et/ou des faiblesses que la réussite et les points forts
- . La demande exigeante de **réciprocisation** légitime en toute chose
- . Et bien d'autres...

L'axiome euclidien sur l'égalité est naturellement valable dans son approche positive en haussant le niveau collectif face aux risques. Il suppose toutefois un niveau individuel et collectif bien plus élevé dans la conscientisation réelle des choses, une plus grande efficacité en matière d'intelligence relationnelle et surtout une plus grande qualité compétentielle dans les prises de position et les

pratiques opérationnelles. Même si cette forme d'égalité dans la maîtrise du risque doit être un enjeu central pour tous, elle reste pourtant limitée face au resserrement constant de l'encadrement prudentiel. Tout système dominant préfère assurément des populations dociles et obéissantes, que des acteurs citoyens libres de leurs agissements fussent-ils hautement compétents. Cette forme d'inversion des priorités par la loi, la technocratie, l'administration, la politique, est d'autant plus un non-sens sociétal qu'elle produit plus de problèmes que de solutions, de mal-être que de bien-être, d'entropie que d'évolution. L'axe de solution est donc double en limitant d'abord toute politique prudentielle conservatrice et en augmentant simultanément toutes les mesures favorisant une politique évolutionnaire fondée sur l'adultisme mature des populations. En attendant que cela se produise à grande échelle, il faut promouvoir toutes les initiatives individuelles allant dans le sens positif de la maîtrise du risque à partir de 5 niveaux complémentaires :



En résumé, à la différence de la prudence qui ramène aux instincts primitifs de l'animalité innée en l'homme, la maîtrise du risque est un combat permanent pour justement en sortir par le haut de la condition humaine et citoyenne.

L'exemple significatif de la sécurité routière traditionnelle

S'il fallait depuis le début du III^e millénaire un seul exemple de dysfonctionnement sociétal à grande échelle dans les non-pratiques démocratiques. S'il fallait un seul exemple d'exercice autoritaire unilatéral de l'État sur le citoyen moderne dans le cadre d'un modèle obsolète de dominance systémique. S'il fallait un seul exemple cumulatif de pratiques régressives, inversives, liberticides, répressives, altératives de l'idée et de l'esprit de démocratie, alors la sécurité routière traditionnelle en serait l'exemple parfait, même s'il existe d'autres domaines concernés (santé, sanitaire, intégrisme religieux...). Il n'y a pas meilleur cas d'école de politique prudentielle à l'échelle d'une société dite moderne que celle donnée par l'organisme chargé de mettre en œuvre la politique de sécurité routière à l'échelon national (notamment en France mais aussi dans pas mal de pays occidentaux). Nous avons-là, la plus grande concentration d'aberrations en matière de contre-pratiques démocratiques, d'irrespect de l'intelligence du citoyen et d'inadéquation des principes libertaires républicains face aux attentes modernes du citoyen-usager de la route. Autant de postures officielles, politiques et technocratiques lissant les populations vers le bas compétentiel, la docilisation de masse et la médiocrité comportementale. Qu'on le veuille ou non, il s'agit-là

d'une véritable spirale entraînant tout le monde vers le bas jusqu'à trouver cela normal de l'intégrer dans son propre quotidien.

À moins d'être aveugle et sourd, non pratiquant ou non motivé sur le sujet, incompetent, dogmatique, traumatisé, psychorigide ou faire preuve de mauvaise foi, l'épiphénomène sociétal que représente la Sécurité Routière Traditionnelle (SRT) dans la vie de dizaines (voire centaines) de millions d'usagers de la route dans l'ensemble des grands pays du monde est représentatif de ce qui se fait de plus révélateur en matière de tutelle systémique coercitive sur le citoyen. La SRT révèle au grand jour la mentalité dominante des gouvernants et influents, l'état d'esprit « démocratique » animant l'État et ses institutions, le manque de courage et de vision du monde politique et médiatique, ainsi que la grande docilité et l'important suivisme d'une partie importante des citoyens-usagers. C'est le constat qu'on le veuille ou non, que l'on accepte ou pas, que l'on critique dans le détail ou que l'on accepte par principe, d'une très mauvaise qualité relationnelle entre le système et le citoyen. On ne peut pas vraiment évoquer la pratique d'une intelligence relationnelle entre les pouvoirs publics et leurs représentants avec le citoyen lambda mais seulement le constat d'une intelligence technocratique unilatérale. Tout ou presque oppose la Demande et la logique individuo-citoyenne et la logique systémique dans les méthodes utilisées notamment en matière d'Offre politique, de représentation parlementaire, de contrôle et de surveillance du citoyen, de méthodes policières, de traitement judiciaire, de procédure administrative, d'obligations civiles...

Dans la plupart des démocraties intermédiaires, on assiste derrière les discours politiques et médiatiques faussement protecteurs et rassurants, derrière les raisonnements et les expressions politiquement corrects, derrière les chiffres et statistiques volontairement grossis, à une véritable envolée négative de mesures coercitives et d'actes manqués en puissance. Il suffit simplement d'observer la tournure prise dans le traitement systémique et médiatique de la problématique routière (mortalité, accidentalité, hospitalisation, radarisation, sanction, répression, culpabilisation, infantilisation, stress négatif, coût sanitaire, coût économique direct et indirect, problèmes psychologiques des victimes...) pour comprendre les motifs d'action de la SRT mais aussi ses limites et ses failles. En affichant principalement des résultats hautement ciblés jugés positifs, c'est aussi toute une ombre portée la déstructuration mentale que l'on observe en profondeur du fonctionnement sociétal. Il faut y ajouter toutes les formes de dégradation libertaire, d'irrespect et de malmenage vécus quotidiennement par les citoyens-usagers dans une vingtaine de domaines observables au sein des démocraties intermédiaires occidentales et autres.

20 postes d'altération démocratique découlant de la politique prudentielle menée avec la SRT

On peut toujours voir et commenter les bons côtés d'une méthode profitable au système en place, mais il est tout aussi important de prendre conscience de la partie sombre surtout lorsque celle-ci affecte l'individu derrière le citoyen lui-même.

1. Anti-démocratisation : Où comment porter une atteinte directe aux droits légitimes et aux libertés d'usage acquises durant les décennies précédentes en réduisant systématiquement les acquis antérieurs. La SRT est l'exemple type de

négaration de la légitimité et du déni de démocratie en imposant de manière unilatérale un code générique identique à tous sans tenir compte de 3 évidences : les capacités innées physiques, mentales et cognitives, la psychologie et les attentes intimes, ainsi que le dynamisme, l'énergie, l'état de santé des individus-usagers ; les spécificités compétentielles acquises (ou non) par chacun (type de véhicule et d'équipement, formation, expérience...) ; les configurations réelles et changeantes de roulage (état des routes, météo, nombre d'usagers circulant...). C'est aussi la démonstration d'une intransigeante égalité dogmatique en matière de politique prudentielle avec un lissage collectif vers le bas ou le médiocre et surtout une zéro hiérarchie compétentielle entre usagers, alors que l'on pratique le parfait contraire partout ailleurs dans les grands domaines de société (professionnel, social, sport, économie, culturel, académique, éducatif...). En bridant, voire castrant, une grande partie des besoins pulsionnels vitaux, d'affirmation de soi, de challenge, de dépassement de soi (sans parler de ceux de concurrence et d'émulation), on émascule l'énergie humaine, on mutile l'activation mentale. En refusant la prise en compte des différentiels de compétence entre usagers peu, moyennement ou très expérimentés, la SRT impose un ordre directif fondé sur la standardisation des attitudes et des comportements parmi les moins efficaces (faible compétence pratique, peur de la vitesse et des autres, stress et appréhension de la sanction, obéissance et soumission docile à l'autorité, transgression des interdits dès que possible...). Un pur lissage vers le bas en quelque sorte !

2. Totalitarisme systémique : La meilleure façon de reléguer le citoyen au rang de soldat aux ordres ou d'enfant immature en le plaçant constamment sous l'autorité du père (État). C'est également plomber les postures et les avis contraires, faire des tirs de barrage pour réduire l'exposition médiatique des résistants et opposants. C'est aussi considérer l'individu-citoyen comme un prisonnier à vie du système en le plaçant sous surveillance et contrôle permanent des institutions sécuritaires dans le cadre d'une liberté conditionnelle en matière de pratique routière. Tout converge pour faire de l'utilisateur un déviant potentiel, un délinquant en puissance, vis-à-vis d'un système qui n'aime pas le citoyen non docile, fait avec et garde ses distances avec lui, voire l'utilise à son profit. La SRT est l'exemple type de l'application soft de principes totalitaires au sein même de l'espace démocratique national en imposant une conduite de masse directive (lois, règles, sanctions...) fondée sur un tempo profil bas pour tous les citoyens. Des usagers qui n'ont pas vraiment leur mot à dire et sont obligés de subir aussi bien les invocations sécuritaires dans le domaine public et médiatique, qu'un stress permanent dans leurs propres décisions et comportement sur route, le tout couplé à un flicage souvent vicieux adossé à un racket économique évident en arrière-plan. On peut dire sans vraiment se tromper qu'il s'agit-là de la réémergence moderne d'une sorte de néo-inquisition technocratisée. Une posture moralosécuritaire assumée par tous les gouvernants conservateurs et qui traduit sur le fond un véritable retard de mentalité affectant aussi bien les élus et cercles élitistes bien-pensants, ainsi qu'une bonne partie de la population suiveuse. L'emprise systémique atteint ici son comble avec des instances au pouvoir abusant ouvertement de mesures liberticides, de références non discernées à la loi, d'arguments solennels sophistiqués et de justifications souvent fallacieuses destinées à défendre aveuglément la méthode. Même si l'intention de départ est bonne, la méthode coercitive utilisée va à total contre sens (inversion, régression) du respect dû à tout citoyen adulte et discerné. C'est d'ailleurs toujours le même type de problématique sociétale que d'avoir une bonne intention de départ (du moins on l'espère mais on en doute souvent) qui se transforme ensuite en négatif

après le passage du politique, du rouleau compresseur administratif et du laminage technocratique. Une détérioration systémique procédurale relativement habituelle qui, de 100 % d'idéal au départ, redescend très vite vers l'épsilon dans la concrétisation terrain (vu du citoyen). Une dégradation qui affecte aussi bien l'esprit que la lettre des objectifs poursuivis en faisant à chaque fois réapparaître les vieux réflexes centralisateurs, dirigistes, étatistes. On peut même considérer que la SRT s'appuie sur une forme de prévarication du systémique sur la citoyenneté en se considérant comme plus importante, plus fort, plus responsable, en s'arrogeant le pouvoir d'être seul à décider pour tous. Cela ressemble étonnamment à la conduite d'un troupeau sous la baguette d'un gardien et de ses chiens en recourant à toute une panoplie bien rôdée de discours convenus, de messages médiatiques, de marketing politique. De ce point de vue, la SRT met la citoyenneté aux ordres sans que l'on sache vraiment quel est véritablement le profil psychologique et compétentiel des personnels inféodés à la SRT. Quid des bons conducteurs et des meilleurs pilotes qui n'ont pas du tout les mêmes valeurs de référence, les mêmes compétences opérationnelles, le même esprit de responsabilité, en n'approuvant pas du tout les limites officielles imposées ?

3. Pas en avant systémique : Le fait de pousser volontairement et stratégiquement les manettes du pouvoir vers toujours plus d'ascendant sur les populations. L'objectif pour toute gouvernance consiste à avancer ses pions à l'occasion de chaque opportunité conjoncturelle sachant qu'il est ensuite difficile de revenir en arrière pour les gouvernements suivants, sauf à se tirer une balle dans le pied auprès des électeurs. La SRT est l'exemple type de manœuvre systémique à grande échelle orchestrée par le pouvoir politique et certains influents en vue de poser de nouveaux jalons normatifs, tester une méthode technosécuritaire de conduite des masses et imposer tout un dispositif interministériel, administratif, judiciaire, fiscal, médiatique, économique... Dans le cadre de cette politique ouvertement prudentielle sur le fond sociétal comme sur la forme officielle, rien n'est innocent dans les décisions et les mesures prises. Tout a un sens mûrement réfléchi avec une orientation générale qui n'est objectivement pas en faveur du citoyen moderne, sauf à lui faire croire par médias interposés. C'est la preuve, une fois de plus, qu'un système dominant ne lâche rien devant le citoyen tant qu'il peut le faire, en privilégiant toujours des dogmes sécuritaires, prudentiels, technocratiques et conservateurs à la place d'une dynamique évolutionnaire ambitieuse. Comme pour l'exemple de gestion du Covid-19 dans les années 2020-2022, on assiste-là à un flagrant délit de directivité institutionnelle imposant à tous des vues et des logiques du haut vers le bas sans participation citoyenne. Plus c'est gros et mieux ça passe dans l'opinion publique, prouvant que la dominance systémique a encore de beaux jours devant elle avant que le citoyen devenu adulte ne dise définitivement NON !

4. Anti-citoyenneté : L'évidence, au sein même des démocraties républicaines et monarchiques, que le citoyen-usager lambda puisse être considéré comme un déviant potentiel dès lors qu'il ne se conforme pas à la lettre de la règle (code de la route en l'occurrence). Celui-ci devient du jour au lendemain non plus un citoyen respectable, mais un contrevenant à punir dès lors que sa volonté et son discernement d'adulte lui dictent de faire autrement que ce qu'exige la règle officielle. La SRT est l'exemple type de création ex nihilo de délits virtuels de délinquance et d'artificialité en matière de mauvaise citoyenneté, là où il n'y en a jamais eu à une époque t-1, sans la présence physique d'une technologie (radar) ou d'un traqueur (gendarme, policier...). Par leurs seules présences, la non-

intention de nuire en faisant ce que l'on pense être adapté à son discernement et sa compétence devient une preuve de contrevenance flagrante. Il est moralement aberrant de constater comment les technologies de surveillance (radar, détecteur, mouchard technologique...) gomme d'un coup le jugement humain dans sa liberté d'action, de choix et de décision. On constate sous l'effet de la directivité de règles indifférenciées et d'une emprise systémique totalement artificialisée (radar + agent + loi + discours) que la compétence acquise dans la difficulté de la pratique terrain comme l'état d'esprit positif et intelligent du citoyen adulte ne valent plus grand-chose malgré des dizaines d'années d'expérience réduites à néant en quelques secondes. Ce désaveu systémique de la citoyenneté et de l'adultisme est philosophiquement une honte légale sans nom. Lorsque la « bonne » citoyenneté se mesure à l'aune de panneaux routiers et d'une apparente docilité obéissante et peureuse, alors on régresse forcément dans la pratique citoyenne discernée, dans le véritable esprit de responsabilité, dans le libre usage des libertés légitimes. Le libre citoyen idéalisé devient *ipso facto* un citoyen captif systémisé placé, une fois de plus, sous le joug d'intérêts multiples fortement encadrés par les systèmes et les gouvernances en place.

5. Matricage collectif : C'est sans doute le « super moyen » d'enfermer les citoyens dans des conduites stéréotypées fortement instrumentalisées par le pouvoir en place. Le matricage inclut le conditionnement de masse dès le plus jeune âge à partir de fondements culturels, académiques, religieux, moraux, civiques, légaux, idéologiques. Si le matricage concerne généralement les jeunes via l'éducation nationale, religieuse ou encore la famille et les influents proches, la SRT n'est pas en reste vis-à-vis des populations adultes. À chaque fois, tout fonctionne comme si les citoyens ayant atteint l'âge civique adulte étaient restés des enfants immatures obligeant à les recadrer en permanence, les moraliser, les discipliner. La notion d'ordre et d'autorité subséquente justifie alors la nécessité impérieuse pour tous d'obéir aux injonctions provenant du père normatif représenté par l'État et la puissance publique. C'est dans ce cadre que la SRT est le parfait contre-exemple du traitement adulte des populations en propageant des règles rétrogrades de docilité, de suivisme, de faux esprit de responsabilité, d'obéissance, de politiquement correct dans la pratique comme dans le propos. C'est aussi le parfait contre-exemple démocratique en tant que bras armé du pouvoir exécutif, législatif et administratif, en misant distinctement sur une conduite des masses animée par l'esprit prudentiel, la contrainte, la peur du gendarme (contrôle, surveillance, sanction), la fiscalisation, la limitation des libertés d'engagement et de choix, l'autocensure dans la prise de décision. Exit le citoyen libre, mature, compétent, conscient de ses actes, avec le retour de l'usager bon élève (comme en classe) obligé de passer par un moule hautement codifié (permis de conduire au départ, permis à point ensuite, code de la route renforcé, diabolisation de la vitesse, contrôle technique, grille de sanction largement médiatisée, orientation dans l'achat du véhicule...). Exit la libre décision, le libre choix, par le fait d'un lissage collectif dépossédant l'individu de son libre arbitre, de son autonomie décisionnelle, de son intelligence et bon sens, voire de l'impossibilité d'élever son niveau de conscientisation. Tout concourt à façonner sur la route le demi-homme, la demie-femme, à la fois systémisé et naturel. Un individu-citoyen biosystémique en quelque sorte !

6. Dramatisation, culpabilisation, infantilisation : Où comment maintenir le citoyen dans un état permanent de pression, de soumission, de dépendance, en jouant à la fois sur la raison, l'émotion, la sanction, la valorisation de la docilité ? La SRT est l'archétype même du comportement institutionnalisé de type « père

normatif » s'exerçant de manière autoritaire sur l'ensemble du corps social. Les citoyens-usagers sont considérés comme des enfants à canaliser, guider, mais aussi à apeurer et punir le cas échéant, en recourant toujours au même discours récurrent (responsabilité morale, mise en danger de la vie d'autrui, mortalité inacceptable, excès de vitesse, application pénale de la loi...). La pression morale et judiciaire exercée est telle qu'elle contribue à instabiliser et déstabiliser l'individu à tout moment de sa pratique (regarder son compteur, freiner, ralentir, être dans le doute permanent de la bonne vitesse...) en le fragilisant ainsi mentalement. Pire que cela, cette forme de pression systémique oblige constamment l'utilisateur à procéder à un « coitus interruptus » couplé à la pose d'un condom normatif (code de la route, vitesse légale imposée, panneaux routiers, limiteur/régulateur de vitesse, intelligence artificielle embarquée...). Autant dire une démotivation dans l'engagement bridant, castrant, inhibant fortement l'affirmation naturelle, capacitaire et compétentielle. Elle s'associe en plus à une aseptisation massive des comportements routiers par la **dramatisation** (grossissement émotionnel), la **culpabilisation** (idée de faute, se sentir coupable), l'**infantilisation** (sous-estimer l'intelligence et le discernement). Ce trio pernicieux réduit certes mécaniquement certaines causes d'accidentalité par la pression mentale ainsi exercée mais en amplifie parallèlement d'autres. La gravité sur le fond sociétal est de voir comment, une fois de plus, des minorités influentes commandent, dirigent, orientent, le destin de la majorité des autres citoyens-usagers en utilisant des leviers malsains, comme il en fut exactement de même dans l'histoire misérable de l'omnipotence religieuse et de celle des grandes idéologies politiques. Il est symptomatique de voir comment en accordant un pouvoir aux gens resurgissent rapidement chez eux les pulsions de puissance et d'autoritarisme. On constate même une mentalité punitive et d'exclusion chez tous ceux et celles qui ne supportent pas que l'on pense autrement ou que l'on agisse différemment d'eux. Les pratiques de la SRT et celles du monde politique et technocratique contemporain démontrent parfaitement comment préexiste une forme d'« arriérisme » moderne nourrie par un conservatisme directif et une doctrine sécuritaire du fort au faible couplés à une politique prudentielle fortement contestable. C'est du moins l'impression que cela donne au citoyen lambda exposé à des dogmes étatiques sophistiqués et démagogiques animés d'arrière-pensées évidentes : exercice directif du pouvoir, électoralisme, racket financier, masquer les faiblesses chroniques dans les infrastructures routières, reprise en main des comportements de masse par la contrainte liberticide, recadrage des attentes d'accomplissement et d'autonomie...

7. Acte manqué : La conséquence directe de l'augmentation de la vulnérabilité des conducteurs et usagers de la route par les réflexes prudents de peur, d'anxiété, de stress négatif, ainsi que par l'abaissement du niveau de compétence et surtout l'emprise des routines habituelles ne permet pas d'anticiper correctement les situations imprévues. Le moindre niveau collectif de pratiques expérientielles dans la maîtrise du risque comme dans la maîtrise de la vitesse par impossibilité d'y accéder ne pousse pas à la qualification positive des comportements. L'acte manqué est une constante de la psychologie et de la sociopsychologie découlant des insatisfactions, refoulements et inhibitions fortes et permanentes dans les besoins humains. Elle induit une autoprogrammation inconsciente de l'inaboutissement dans les actes engagés et d'une insuffisance ou médiocrité standardisée dans les résultats obtenus. C'est aussi et surtout une représentation de l'erreur ou de l'échec annoncé par l'évitement constant du malheur et/ou d'être conforme à la norme, générant de facto une fragilité et une vulnérabilité subconsciente à l'accident comme auteur(e) ou victime. C'est

également le fait de porter en soi la scoumoune, le malheur ou la récurrence de déboires au quotidien par la surmentalisation de pensées négatives. L'acte manqué est indépendant de la volonté et du conscient par la nature même des flux neuronaux « négatifs » entretenus par tout un volume régulier de stimuli normatifs, inhibants, aseptisés, dramatisés, moralisés, dans le sens contraire de ce qui devrait être (maîtrise, affirmation, motivation, confiance en soi...). Malgré la volonté consciente de réussir ce qui est entrepris, l'acte manqué ramène toujours vers le bas du pronostic. Cette impossibilité à réussir vraiment n'est pas le fait d'un sort jeté, d'une malchance innée ou d'un destin particulier voulu par les dieux, mais résulte directement et indirectement de la présence chronique d'une suggestibilité forte au conditionnement de proximité, au formatage mental, au matricage culturel dominant. Rien de mystérieux ou d'ésotérique qui ne soit corrélatif à la base d'inhibitions fortes, d'un manque de confiance en soi, d'une non-optimalité du fonctionnement neurocognitif. Autant de freins psychologiques et mentaux que nourrit et alimente la SRT par ses campagnes de formation, moralisation, communication et répression. En visant une sorte de 50% dans l'opérationnalité des usagers de la route, le modèle de la SRT génère *de facto* chez l'individu lambda une moindre capacité d'analyse de la situation globale, un moindre réflexe en situation d'urgence, une moindre capacité d'anticipation et naturellement une moindre maîtrise du risque. Face à cette réalité dissonante et paradoxale qui est produite à la source du comportement puis sanctionnée dans les faits dits déviants, la SRT n'a d'autre alternative que de recourir au modèle du bâton et du bon point (pas de récompense ni de carotte, mais une non-sanction permettant seulement de conserver l'existant). La méthode utilisée pour éviter que ne se développe une trop grande entropie en cas de relâchement des consignes est centrée sur la communication moralisante (voire trash et culpabilisante), ainsi que sur bonne parole quasi religieuse relayée par tous les bien-pensants assujettis à la politique prudentielle. L'anormalité démocratique est devenue la normalité institutionnelle entretenant à l'échelle collective toutes les racines de l'acte manqué. Derrière les apparences du convenable en surface (chiffres calibrés, ordre apparent, régulation des causes) on constate en creusant davantage qu'il s'agit-là d'un véritable piège sociétal déplaçant la problématique ailleurs. La peur comme la prudence excessive, la prudence normative et la prudence systémique sont mauvaises conseillères non pas à court terme mais à moyen et long terme. Le triptyque peur/prudence/normalisation sécuritaire imposé à l'utilisateur de la route sous prétexte d'un comportement responsable (en fait docilisé et suiveur) nourrit d'autant plus une spirale vers le bas que l'utilisateur est lui-même fragilisé mentalement, peu compétent techniquement et faiblement performant dans la maîtrise des situations rencontrées. Il en résulte un cycle prudentiel activant à la fois le besoin sans fin de sécurisation et, potentiellement, la préexistence de l'acte manqué. La vulnérabilité qui en découle explique la persistance d'une accidentalité structurelle, ainsi que les orientations victimaires de tous ceux et celles qui n'acceptent pas le risque. Le grand paradoxe sociétal est que plus le cadre systémique impose des mesures sécuritaires et moins le citoyen-usager est protégé de lui-même. C'est notamment le cas régulier avec tout type d'utilisateur faiblement ou moyennement compétent reproduisant, sans le vouloir, l'acte manqué par incapacité à pouvoir dominer et maîtriser l'imprévu, l'inhabituel, l'inattendu. Il en ressort une potentialité de dangerosité latente pour soi-même et envers les autres (mauvais réflexe, mauvaise décision, emprise émotionnelle, retard à l'allumage dans la compréhension de la situation, contretemps décisif dans ce que l'on aurait dû faire, incapacité à agir..).

8. Action psychologique négative : À vouloir mobiliser l'opinion publique de

tous les côtés (médias généralistes et spécialisés, police, gouvernement, personnel politique, association...) en insufflant la contrainte, la peur, le doute..., on crée des dissonances cognitives majeures dans l'esprit des gens. La SRT est l'exemple type du conditionnement de masse à vocation d'inhibition, d'anxiété à tout moment, d'autocensure, de démotivation, de prudence excessive, de servilité face aux forces de l'ordre, d'hypocrisie, de manipulation, soit tout le contraire d'une recherche de comportement sain et affirmé, de confiance en soi, d'esprit de responsabilité. Au lieu de former des individus compétents, sûrs d'eux, prêts à affronter le risque dans un esprit de responsabilité (assumer courageusement ses actes), on obtient au final des comportements moutonniers, un panurgisme de masse qui s'autocensure, courbe le dos, baisse la tête devant l'autorité, subit sans broncher la sanction et la leçon de morale infantiliste. Cela illustre le parfait contre-exemple de démotivation de masse (découragement, écoeurement, désintérêt, recherche de facilité, équipement de moindre qualité...) au lieu de favoriser une motivation de masse reflétant le dynamisme et la proactivité.

9. Conservatisme dominant : Lorsque la démonstration des usages et des pratiques se fonde sur des valeurs passéistes bien installées on retrouve toujours la préexistence de communs dénominateurs tels que : l'ordre, la protection des acquis et des intérêts dominants, la valorisation des modèles de référence (politiquement correct, hiérarchie, autorité, rapport de dominance/obéissance, recours à la morale religieuse, dogmatique et/ou idéologique, esprit académique primant les bons élèves et sanctionnant les mauvais... La SRT, sous l'égide des décideurs politiques, est l'exemple type de mentalité conservatrice imposant ses injonctions sur une population captive. Elle démontre également l'évidence qu'elle n'a pas su évoluer dans le rapport système/citoyen en utilisant des méthodes 2D relativement basiques comme celle de la sanction et du bon point, la répartition entre les bons usagers conformistes et les mauvais usagers déviants, ou encore le rapport simpliste cause x = conséquence y... En écartant d'entrée de jeu la mise en place d'autres solutions plus positives et évolutionnaires, elle bloque l'émergence d'autres voies axées sur la maîtrise du risque. En recourant à des options de plus grande facilité dans la mise en œuvre d'une prudence généralisée et indifférenciée sans tenir compte du cas différencié des individus, des configurations, des situations changeantes, elle lisse mécaniquement la pratique collective vers la moindre compétence. Il ne peut en être autrement dès lors que la méthode utilisée se veut classique et sans imagination en visant d'abord à brider, contraindre, apeurer, inhiber, stigmatiser, discriminer, promouvoir l'autocensure, pour atteindre l'ordre recherché. Il s'agit-là clairement d'une méthode relativement viciée et toxique portant directement atteinte à l'idée, à l'esprit et aux pratiques souhaitées en démocratie, en posant 4 grandes questions :

. Qu'est-ce qui justifie sur le fond que l'on impose au citoyen moderne un type standardisé de comportements sans lui avoir demandé au préalable son avis (vote, référendum...) ?

. Qu'est-ce qui justifie qu'on limite à la base la compétence opérationnelle à un niveau moyen bas (type ceinture jaune ou orange) et non à un niveau plus haut beaucoup plus adapté et favorable pour tous ?

. Qu'est-ce qui justifie un lissage égalitaire forcé dans une pratique individuelle en milieu collectif exigeant le meilleur de chacun alors qu'il existe objectivement d'énormes différentiels de compétence et de capacités entre usagers et que, dans bien d'autres domaines, on privilégie une maîtrise individuelle élevée et non un lissage égalitaire en valorisant même sans cesse la vitesse d'exécution, l'amélioration de l'efficacité technique, la capacité décisionnelle et d'action ?

. Comment expliquer le fait que plus l'intelligence est développée chez l'humain, plus ce dernier se laisse facilement bernier, influencer, formater par les modèles académiques et les préceptes conservateurs, jusqu'à légitimer tout ce qui vient du pouvoir et de l'autorité en n'hésitant pas à sacrifier ainsi une partie de son discernement : limite innée à l'intelligence, maladie de l'intelligence ou anesthésie systémique sur le bon sens commun ?

10. Culture prudentielle : C'est elle qui inspire la politique prudentielle qui accouche ensuite des méthodes de la SRT. Rien n'est ici spontané qui ne soit initié par des valeurs conservatrices fortes frappant de manière endémique une grande partie de la population formatée à la discipline face à l'autorité, à la peur du risque dans le passage à l'acte, à l'inhibition d'oser de qui n'est pas conforme à l'existant, à la lâcheté de ne pas assumer ses propres erreurs ou échecs. De ce point de vue, la SRT est l'exemple type d'une manœuvre grand public de politique prudentielle menée à grande échelle. Une pure offensive systémique destinée à produire une sorte d'« instabilisation » permanente chez le citoyen-usager (douter, s'autocensurer, s'inquiéter, être moins affirmé...) afin que celui-ci demande par lui-même, accepte, voire exige, toute mesure sécuritaire même avec les contraintes associées. Il est clair que si l'objectif sécuritaire via la démarche prudentielle va carrément à contre-courant de la maîtrise du risque, donc d'une plus grande autonomie individuelle, il permet de rendre massivement les citoyens encore plus dépendants des systèmes en place. Des institutions et organisations systémiques qui en profitent pour accentuer davantage la pression sécuritaire, les contrôles, la surveillance, voire l'usage de moyens technologiques intrusifs. Si l'objectif consiste à réguler la Demande libertaire du citoyen moderne, on ne s'y prendrait pas autrement. On peut même affirmer que la SRT représente une magnifique démonstration de reprise en main du citoyen en tant qu'usager. Il y a même de la « psychopolémologie » moderne (manipulation de l'inconscient collectif) en vue de mener une opération légale de subversion des mentalités et des comportements libertaires sur route. Le problème, c'est qu'à vouloir justifier à tout prix la réduction conjoncturelle de la mortalité sur route par le négatif (limitation capacitaire face à la vitesse, contrainte physique, financière et morale, obligation technique, peur du gendarme, stress de la verbalisation, amende...), on encourage en amont la mortalité structurelle par défaut de compétence, de production d'acte réussi, de maîtrise suffisante, voire même que l'on déplace le problème sur d'autres champs psychosociaux et sociétaux. Face au paradigme rétrograde de prudence permanente même habillée de raisonnable et de technologie, les 3 questions de fond à se poser sont de savoir qui a intérêt à restreindre les libertés individuelles de mobilité et pourquoi ? En quoi le lissage égalitariste donne-t-il envie de mieux se former, de mieux s'équiper, de mieux se motiver pour hausser son niveau, alors que rien n'est vraiment motivant dans une pratique routière chère, bridée, surveillée, contrôlée, sanctionnée, culpabilisée ? Quelles sont les conséquences pour l'avenir des nations dans l'entêtement à privilégier massivement une culture prudentielle comme remède miracle contre une citoyenneté désordonnée ? Ce qui est sûr, c'est que plus de 75 % de la population adulte (fonctionnaires aux ordres, jeunes non motivés, femmes formatées à la modération et/ou à l'affect maternel, seniors politiquement corrects, vieux démotivés, individus en état de paupérisation) forme une opinion publique sociologiquement influencée par la culture prudentielle et son corollaire la tranquillité psychologique payée au prix du suivisme docile et de l'acte manqué pour les autres.

11. Manipulation de masse : En appliquant à grande échelle un standard

comportemental valable pour tous les usagers de la route, la SRT participe activement à des manœuvres de manipulation des esprits notamment par le grossissement surdimensionné des conséquences observées en matière de pratique routière (statistiques sur l'accidentalité, la mortalité, les coûts économiques...) par rapport à la réalité globale vécue dans tous les autres grands domaines sociétaux. Il semble que l'objectif poursuivi sous l'angle communicationnel soit de détourner l'attention de bien d'autres épiphénomènes sociétaux autant, voire davantage, majeurs dans la vie des gens. En éclairant le discours prudentiel sur un petit y % de conséquences négatives (mortalité routière) par rapport à un grand X majuscule de conséquences au plan national, voire mondial, sur la mortalité globale (santé, épidémie, maladies, famine, catastrophes naturelles, pollution...), on en arrive à accorder artificiellement une importance XXL à un épiphénomène relatif dans l'absolu. La manipulation est dans la sous-estimation parallèle, le défaut objectif de perspective, concernant tout le reste dont la somme négative est bien plus importante objectivement dans un rapport allant de 1 à 100 ou 200. Lorsqu'un État démocratique via la SRT accorde médiatiquement durant des années consécutives une importance surdimensionnée à ce type ciblé d'épiphénomène en oubliant en chemin tout le reste, il manque de respect à toutes les autres victimes du moment (le même phénomène a été observé avec les méthodes méga disproportionnées concernant le Covid-19). C'est en mobilisant de manière hyper focale les projecteurs médiatiques avec la complicité active des gouvernants, des forces de l'ordre, du millefeuille administratif, des grands médias, que tout ce petit monde participe à la politique prudentielle et au conditionnement généralisé des attitudes, des opinions et consciences d'un grand nombre de citoyens-usagers. La manipulation sociétale ne relève pas forcément d'une mauvaise intention, bien au contraire, mais d'une emprise mentale permanente sur les citoyens-usagers par les moyens utilisés. Une emprise qui se transforme en contrainte civique obligeant à choisir son camp en devant soit se soumettre servilement aux règles et être ainsi heureux de ne pas être sanctionné ou soit résister et subir le courroux des services publics en cas de déviance des règles officielles. En rétrécissant le cadre démocratique à ce type d'alternative binaire, on impose au citoyen un choix véritablement « sujetif » (astreinte entre deux options pénalisantes) n'apportant aucune contrepartie positive. On voit même combien cette méthode tire tout le monde vers le bas en faisant croire que cela est pour le bien de l'utilisateur et celui des autres. L'inconscient collectif (ou le bon sens collectif) n'est pourtant pas dupe de la méthode en observant que lorsque le citoyen-usager se sent malmené dans ses droits et libertés, celui-ci manifeste autrement sous forme de réciprocité un vote sanction à l'occasion de la prochaine élection présidentielle et/ou dans le cadre de manifestations antigouvernementales. Une réponse indirecte qui prouve que le citoyen éduqué et affirmé ne pardonne pas aux élus et séides des systèmes en place.

12. Inversion & Régression : L'inversion consiste à dire le contraire, à aller à contresens de la logique attendue et/ou des attentes du plus grand nombre ou encore à justifier de manière raisonneuse tout et son contraire. La régression est encore plus incisive en stoppant les habitudes et les usages considérés auparavant comme libertaires sous l'angle légal ou légitime, en les rendant non légaux et non légitimes à partir d'une nouvelle doctrine, d'un changement de dogme et/ou d'un changement de politique au pouvoir. La SRT est l'exemple type de ce double retournement de position en diabolisant d'abord la vitesse auparavant largement célébrée et saluée comme un progrès technologique à la gloire des ingénieurs, puis en interdisant carrément ce qui était librement permis

auparavant. De la même manière, au lieu de conforter la liberté d'autonomie apportée par le progrès technologique dans l'usage d'un véhicule individuel, on stigmatise la vitesse, la pollution, les nuisances multiples. Au lieu de miser sur les apports qualitatifs du progrès, on bride les capacités d'engins de plus en plus efficaces en matière de conception, de puissance et de technologies embarquées. Plus qu'un paradoxe, on assiste à la démonstration d'une volonté cynique de revenir délibérément en arrière en freinant l'avenir comme en refusant d'évoluer de manière concomitante avec les attentes libertaires du citoyen moderne. On constate que la norme, la règle commune, élimine *de facto* la volonté de l'utilisateur d'exercer ses capacités potentielles après apprentissage et formations supplémentaires. Elle nie l'apport évident des avancées de la technologie pour accompagner encore mieux la maîtrise humaine, sans parler de l'évidente nécessité d'adapter qualitativement les infrastructures routières. Le couple inversion-régression animant la SRT indique clairement que le citoyen-usager moderne est encore et toujours un mauvais praticien, un mauvais élève de la route, un individu incapable de prendre par lui-même les bonnes décisions, en oubliant de dire que c'est directement la faute du maître (l'État et ses institutions). C'est aussi une forme d'acharnement à ne rien lâcher aux citoyens les plus aguerris sur le sujet qui ne soit d'abord profitable aux systèmes et au pouvoir en place. En n'hésitant pas à amplifier la pression administrative, fiscale et judiciaire ou encore la présence policière, le flicage et la surveillance de masse, la SRT s'entête dans le déni démocratique comme meilleur moyen d'exercer son autorité sur la dynamique des masses. La meilleure preuve est dans le recours constant d'un narratif, d'un lexique, d'une sémantique abusive, diabolisant constamment les dépassements de vitesse légale, en disqualifiant les chauffards jugés déviants aux règles, en stigmatisant certaines pratiques et catégories d'utilisateurs (motard, scooter, grosse cylindrée...), ou encore en montrant du doigt médiatique le moindre écart de conduite dans certains lieux, etc., etc. En résumé, tout donne l'impression que le langage utilisé par la SRT est le type même d'exemple d'arrogance dans la position du critiqueur et du donneur de leçon, mais aussi qu'il existe-là une forme de psychorigidité technocratique, d'étroitesse d'esprit dans le corps administratif et surtout de grande hypocrisie politique dans les discours solennels et les raisonnements tenus.

13. Virtualisation de la loi : Le cadre démocratique de la loi sort ici de ses fondements sacrés en virtualisant la réalité terrain des faits (intention supposée, causalité amplifiée), dès lors qu'il s'agit de la pratique de la vitesse non légale. La virtualisation legaliste du risque d'accidentalité par la vitesse (accident qui dans 99,99 % des cas n'arrive jamais) est totalement assujettie au seul non-respect du Code de la route. On considère alors que l'infraction, et donc sa sanction, est pleinement justifiée dès lors que la radarisation froide, bête et méchante affirme mathématiquement, scientifiquement, un fait hors norme à un moment et dans un lieu donné, sans aucune considération de l'intention de nuire, sans intégrer le sourcing évident de la cause ni tenir compte aucunement des effets induits pour les individus concernés. La seule morale normative de la loi et son application administrative suffit à faire du citoyen « bien sous tous rapports » quelques minutes avant, un citoyen de seconde zone quelques minutes après. Dans ce pur délire collectif et sociétal hautement solennisé, la signalétique primaire et statique en bord de route devient le juge de paix décisif en réfutant le fonctionnement hypercomplexe en temps réel des neurones du cerveau humain. De ce point de vue, la SRT est l'exemple type de ce simplisme sociétal hyper réducteur obligeant à faire tous la même chose en niant les capacités humaines à décider dans la nuance, à évaluer dans la précision, à analyser correctement la variabilité des

situations, à discerner en temps réel ce qu'il convient de faire ou pas. Ce véritable lissage vers le bas et, au mieux, vers une médiocrité rassurante des comportements, ne grandit pas l'idéal démocratique ni le cercle vertueux d'une citoyenneté épanouie. Bien au contraire, on constate que le raisonnement politique tient lieu de dogme judiciaire (une fois de plus), dès lors que l'institution judiciaire se fie davantage aux artefacts techniques et technologiques qu'au discernement et au jugement humain avisé en temps réel (sauf cause réelle d'accident responsable sous l'effet d'une emprise quelconque : alcool, médicament, drogue, téléphone...). On peut affirmer sans se tromper que mieux vaut la transgression d'une mauvaise loi ou d'une règle inadaptée que son application servile et/ou en dépit du bon sens. De la même manière, la virtualisation théorique de l'accidentalité et du risque (principe de précaution, mise en danger de la vie d'autrui...) et sa sanctuarisation légale ne révèle nullement d'un progrès moderne, mais plutôt d'une inadéquation sociétale majeure. En toute logique démocratique, la situation devrait être claire et sans ambiguïté faisant que lorsqu'il n'existe aucune preuve dans l'intention de nuire aux autres ou aux biens d'autrui et aucune preuve que ce qui est visé par la loi se soit concrètement réalisé dans les faits, alors l'application judiciaire est par nature injustifiée. La non-acceptation de la loi ne doit pas être une condamnation *ad hominem* ou *ad personam*, sauf à se référer alors à un cadre totalitaire ou intolérant sans aucun intérêt en démocratie. Toutes les opinions, projections, références légales, stigmatisant directement un citoyen lambda dans le cadre d'un parti pris à contre-courant du simple bon sens opérationnel et/ou à l'encontre de la réalité terrain et/ou en refusant chez lui toute forme de discernement objectif, sont elles-mêmes bien plus punissables et critiquables fussent-elles cautionnées par un ministre, un haut fonctionnaire ou un agent assermenté de l'État. En dehors de toute justification systémique inévitable, comment accepter dans l'esprit de démocratie que la seule présence d'un radar ou d'un traqueur muni d'un équipement électronique puisse faire basculer la vie d'un citoyen normal et respectable avant à celle de déviant consacré ou de chauffard à punir pour l'exemple ? Comment valider le fait qu'un citoyen-usager irréprochable dans 99,999 % de son temps professionnel, social, civique, puisse devenir dans sa pratique routière à moment *t* un délinquant en puissance à l'aune de la notion très contestable de « mise en danger de la vie d'autrui ». Il s'agit-là d'une pure aberration autant morale, juridique que constitutionnelle, d'autant plus que cela concerne la pratique maîtrisée de la vitesse par les meilleurs usagers de la route !

14. Victimisation collective : Comment se plaindre, se faire plaindre, montrer du doigt les coupables, manquer de retenue et de dignité dans son malheur est devenu un mécanisme de défense pour masquer sa propre impéritie. En invoquant à tout bout de champ la protection de l'État, en réclamant et imposant une demande prudentielle pour soi et les autres, la victimisation alimente l'accentuation du besoin prudentiel, donc la politique prudentielle, donc la culture prudentielle comme modèle social et sociétal dominant. Au lieu de faire des usagers de la route des citoyens affirmés, motivés et compétents, la SRT est devenue l'exemple type de la mise en avant de la victimisation infantilissante à l'opposé du non-esprit de responsabilité adulte. En favorisant en premier le recours spontané aux préceptes de prudence (acceptation des interdits, critique facile, solidarité imposée, précaution à prendre, retenue pour ne pas faire, modération dans les usages, limitation dans les pratiques...) et non à ceux relevant de la maîtrise du risque (améliorer son niveau d'efficacité, qualifier sa compétence, favoriser l'affirmation de soi positivée, être autonome dans la décision, ne pas fuir les problèmes, trouver par soi-même des solutions

adéquates, ne pas hésiter à prendre des responsabilités, assumant loyalement ses actes...) l'individu reste indéfiniment infantilisé, peureux, fragile mentalement. En fait, la victimisation s'applique généralement à tous ceux et celles dont le niveau de compétence est faible ou réduit, dont la motivation est inexistante ou défaillante, dont l'aigreur est vive et/ou dont la jalousie est omniprésente par l'incapacité d'avoir, d'obtenir, de faire, par rapport à ceux qui servent de cible. Pour d'autres, la victimisation consiste à pleurer sur son sort, à faire payer les autres pour son propre mal-être intérieur, à revendiquer le droit de dire Non pour s'opposer par principe. C'est aussi montrer du doigt les coupables présumés, d'imposer le même karma aux autres, de leur faire subir le même traitement que celui subit ou vécu, de demander des dommages-intérêts financiers pour compensation des préjudices subis. La posture de victimisation se caractérise psychologiquement par une indignité, une relative faiblesse mentale ou encore un stratagème essayant de compenser ou profiter de la compassion pour son état du moment. Lorsque la politique prudentielle alimente dans le collectif un état de victimisation à grande échelle, elle entraîne forcément toute une chaîne de réactions et d'effets induits négatifs de nature à altérer massivement la volonté, la motivation, l'envie, le dynamisme, le passage à l'acte, l'audace, l'initiative, la prise de risque... L'équation prudence/victimisation secrète une forme d'aseptisation lente et diffuse des droits et des libertés collectives à partir de laquelle le raisonnement et le verbe critique deviennent des raisons de ne pas agir donc de s'autocensurer. De manière encore plus cynique, lorsque le système accompagne la victimisation comme un moyen de justifier ses mesures et son discours politique, il rajoute une couche supplémentaire dans l'inhibition prudentielle individuelle et collective.

15. Causalisme primaire : S'il fallait une démonstration du 2D systémique (manichéisme, binarité, premier degré...) à l'encontre du citoyen, la SRT en serait l'exemple type. Ici la lettre de la loi est respectée à l'excès en matière d'accidentalité avec une réflexion stéréotypée et une analyse des faits portant principalement sur la relation de cause apparente ou désignée d'office (vitesse) à des conséquences directes toujours dramatisées et/ou amplifiées dans l'absolu (non prise en compte de la réalité globale à un temps t). Sous l'angle de la SRT, il faut toujours désigner un coupable auquel on associe une causalité visible (vitesse, téléphone au volant, alcool...) expliquant derechef le pourquoi et le comment de la situation vécue par les victimes concernées. L'invocation de la responsabilité est ici clairement pointée du doigt, sans doute ni souvent aucune nuance, dans le cadre d'une relation causale hyper simplifiée. En traitant généralement la problématique à la surface des faits, les méthodes de la SRT occultent délibérément d'autres variables cachées autant, sinon plus importantes encore, à la source même de l'accidentalité et de la victimisation. Rappelons que l'objectivité et le discernement appliqués au traitement d'un fait lambda supposent la prise en compte des principaux éléments en amont impulsant ou impliquant ledit fait. La source d'un fait chez le responsable d'un accident peut cumuler un grand nombre de facteurs non directement perceptibles, souvent cumulatifs, voire dissonants entre eux. C'est le cas, par exemple, lorsque l'individu subit un problème psychologique, une contrariété, l'insatisfaction dans un ou plusieurs besoins, un défaut précis de compétence, une émotion parasite mal contrôlée, un stress inhibant, les effets d'une prise de médicament, un manque momentané de concentration, d'attention, de vigilance, d'anticipation, ou encore une défaillance technique de l'engin, un environnement de roulage impropre ou défectueux, des conditions climatiques déstabilisantes... C'est la raison pour laquelle toute relation causale directe et apparente doit se compléter d'une

analyse plus fine afin de savoir pourquoi chez le responsable, comme chez la victime, il n'a pas été possible de faire autrement ou de prendre la bonne décision permettant d'éviter l'accident. En regardant plus loin que la cause apparente et/ou d'un seul côté du miroir, en intégrant dans l'analyse tous les facteurs interagissant en amont de la cause, mais aussi en regardant en aval de la conséquence dans les effets induits et la finalité, on peut solutionner et résoudre par avance un grand nombre de problématiques de risque et d'accidentalité. C'est en sortant du causalisme primaire que se jouent le véritable discernement et la véritable maîtrise des situations et non dans les manifestations en rond de l'intelligence raisonneuse (opinion toute faite, discours politiquement correct, chiffres et statistiques gonflés, émotion parasite...).

16. Médiocratisation : Elle caractérise à la fois une mentalité suiveuse, docile, passive, sans grande hauteur de vue, souvent accompagnée de fausses certitudes et/ou propice à croire et relayer tout ce qui vient du haut, de la gouvernance, de l'État, et l'évidence d'une efficacité limitée dans les résultats obtenus (efficacité réduite, réponse à court terme, effets induits négatifs...). Il y a dans la médiocratisation une double inefficience : un manque certain de vision globale et de hauteur de vue ; une sorte d'hypnotisation envers les chiffres, l'argent, les titres, les affirmations provenant des tenants du pouvoir et du savoir. Une hypnotisation affectant un grand nombre de ceux qui suivent par curiosité et habitude l'information médiatique et/ou ceux qui accordent une trop grande importance aux discours portés par les hommes politiques et autres experts officiels. Le centre du problème est dans l'écho cognitif donné à l'information reçue puis sa répercussion mentale. Plus l'information médiatique comme celle relevant de l'éducation académique est traitée comme un « objet » courant à des fins de formatage des esprits, d'influence, d'audience, voire de pures ressources économiques, plus le sens qu'il leur est donné est orienté de manière significative. Une orientation observable aussi bien dans la présentation formelle que dans le mode de transmission (effet zoom, importance, minoration, fréquence, durée, intensité...). C'est la raison pour laquelle il faut constamment se méfier de l'information dispensée en tant qu'« objet médiatique » ou de package académique clé en main. La véritable information journalistique, le véritable transfert de savoir, est tout le contraire de cela en cherchant à éclairer à 100 % les consciences par l'investigation impartiale et honnête, le 360° courageux (évocation des bons aspects et des aspects dérangeants), le rapport aux « faits objectifs », que ceux-ci soient favorables ou défavorables aux grands intérêts dominants. Lorsque l'esprit s'alimente d'un mélange cynique entre les deux approches (orientée et essentialisante) on assiste alors à une « bouillasse médiatico-informative » dans laquelle le trop d'information, la désinformation, la malinformation, la mésinformation, l'excès de communication démagogique, brouille la bonne information de la mauvaise ou, pour le moins, rend tout médiocre, voire faussement utile et dynamique. On observe également que plus l'état d'hypnotisation face à l'information est fort, plus la médiocratisation se développe aussi bien chez les émetteurs que chez les récepteurs. On constate ainsi une nette tendance au mimétisme, à la répétition stéréotypée, au politiquement correct, comme à reprendre à l'identique ce qui est déjà dit même sous des angles éditoriaux différents. La SRT est l'exemple type de cette mentalité bas du plafond à tourner sans cesse en boucle dans des messages répétitifs, trashes, culpabilisants, moralisants et/ou excessifs dans l'évocation des chiffres. On sent bien derrière tout cela l'orchestration systémique, politique et technocratique servant la propagande étatique en matière de mortalité, d'hospitalisation, de blessés et victimes, justifiant toujours et encore l'accroissement des mesures

sécuritaires à haut rendement fiscal et budgétaire. Mais le pire de la médiocrisation est sans doute dans le recours fallacieux aux statistiques et aux focus médiatiques qui ne sont jamais relativisés au même moment avec tous les autres chiffres globaux de la mortalité nationale. Ainsi on s'apercevrait qu'avec un taux moyen de 10 morts par jour sur la route cela ne représente objectivement que 0,7 % des 1 500 autres morts/jour (soit 99,3 % du total toutes causes confondues) que l'on n'évoque jamais, mais qui sont aussi importants pour les familles et la nation. Un autre exemple de médiocratisation est dans la diabolisation idéologique de la vitesse non légale comme nouveau péché suprême. Une pure aberration, alors que dans tous les autres domaines de la vie professionnelle, publique, sociale et privée, on ne fait que vanter et se référer à la vitesse d'exécution dans le travail, dans la transmission d'informations, dans le déplacement sur rails ou dans les airs... Le ralenti sur image imposé par la SRT fonctionne comme si tout devait aller très vite au boulot pour atteindre la meilleure productivité jusqu'à 12h. ou 17h30 et subitement à 12h05 ou 17h35, tout devait se ralentir aussi bien dans les neurones des gens que dans leur agenda parce qu'ils sont sur la route. Ce dogme sécuritaire n'a dans l'absolu ni queue ni sens dans un monde de maîtrise et de compétence. On peut même affirmer qu'il s'agit-là d'une parfaite dissonance cognitive imposée au cerveau humain comme si celui-ci devait et pouvait se déconnecter en quelques minutes en changeant radicalement son logiciel de fonctionnement. Être lent ici (route) et rapide-là (activité professionnelle), le tout dans une dynamique de masse homogène, parfaitement indifférenciée et aux ordres, est une preuve majeure du dérèglement sociétal contemporain. Lorsque l'esprit des dirigeants, des influents, des responsables, des exécutants, est ainsi formaté à le croire et l'accepter, on peut se poser de redoutables questions sur l'avenir de nos sociétés démocratiques. En prenant un peu de hauteur, on s'aperçoit que cela correspond à un total paradoxe du point de vue mental et des lois physiques qui nécessitent à la fois une montée en puissance progressive, puis une décélération progressive, afin d'assurer la continuité des équilibres intimes. Le précepte délirant consistant à égaliser partout et à tout moment le fonctionnement cérébral, fait que l'individu ne peut jamais être lui-même en voulant imiter les autres, faire comme les autres, suivre les autres, copier les autres, s'identifier aux autres. C'est cela la morbidité de la médiocratisation qui rend certainement service à tous ceux et celles qui ont déjà un cerveau fragilisé, peu performant, peu motivé, peu agile et/ou qui se positionnent inconsciemment en suiveurs ou en « premiers de la classe » obéissants. À titre d'analogie, cette médiocratisation des pratiques routières par un Code limitatif est-elle salutaire et indispensable en imposant à tous un niveau compétentiel réduit (niveau ceinture jaune ou orange) handicapant fortement tous ceux et celles habitués à la performance (ceinture verte, bleue, marron, noire)? En appliquant des règles limitatives, voire fortement liberticides et inversives, à l'ensemble d'une population d'utilisateurs fortement hétérogène sous la menace constante d'une sanction possible, ne favorise-t-on pas une mentalité collective médiocrisée? Si Non, la SRT a de beaux jours devant elle, si Oui elle doit disparaître ou se réformer entièrement. Tout citoyen adulte compétent, sauf résignation indigne de lui, ne peut accepter en son for intérieur une normalité ainsi appauvrie et « passivisée » génératrice de frustration, d'insatisfaction, d'acte manqué potentiel, avec ou sans déplacement psychologique compensatoire ailleurs ou autrement.

17. Médiatisation orientée : Lorsque la politique et les médias convergent dans un même discours et/ou dans la même façon de voir les choses, de nombreuses questions se posent. Le recours massif aux grands médias pour

expliquer, justifier, défendre la politique menée par la SRT, les rend complices d'une propagande moderne relativement saturante et lassante par ses redondances (publicité et publi-rédactionnel en faveur des défenseurs de la méthode, reprise systématique des communiqués de presse et messages gouvernementaux, reportages à charge, émissions et débats délibérément orientés, évocation régulière des chiffres soit pour justifier le bien-fondé de la méthode sécuritaire ou pour stigmatiser les dérives imputables aux usagers...). La médiatisation en faveur de la SRT est l'exemple type du parti pris du côté des puissants (Etat, ministères, politiciens, organismes étatiques...) relayant souvent sans grand discernement journalistique les communiqués de presse venant des ministères et des institutions concernés. Pour le citoyen attentif, il en ressort l'impression d'une mise en scène médiatique totalement surdimensionnée dans le grossissement accordé à ce 34^e épiphénomène de société. Plus la priorisation de l'information routière s'installe dans la durée en matière d'actualité médiatique, plus elle est symptomatique d'une complicité active dans le formatage sociétal y compris avec les piqures régulières de rappel sous prétexte de tenir informée la population. Il est clair que les grands médias nationaux ont été toujours les principaux vecteurs de la propagande étatique en se justifiant de faire un « pur » travail d'information, alors qu'il s'agit davantage d'un bourrage de crâne à répéter tout le temps la même chose comme si l'utilisateur était un imbécile indiscipliné. A moins que ce soient les journalistes atteints eux-mêmes d'amnésie lacunaire, d'Alzheimer ou obligés de satisfaire les desideratas des annonceurs ! A moins que ce soit le fait de se soumettre par nécessité aux injonctions des gouvernements successifs du fait des subventions reçues ou des facilités fiscales allouées à la presse ! En reprenant à la lettre près les communiqués officiels du moment, comment se fait-il que très rares sont les acteurs et rédacteurs professionnels disposant d'une carte journalistique (à moins de s'autocensurer régulièrement ou d'être censuré par les rédacteurs en chef et directeurs de l'information) à avoir pris conscience que les modèles sécuritaires dominants d'aujourd'hui ne sont pas ceux appliqués demain ni ceux souhaités par un grand nombre d'utilisateurs ? Comment expliquer cette dérive quasi générale dans le devoir d'objectivité et dans celui du respect de l'intelligence citoyenne et collective, alors qu'un bon média se doit d'agir dans le sens de l'ouverture des esprits et de la qualification des consciences par une information à 360° (et non sous forme de focus à charge ou orientée) ?

18. Référence biaisée aux chiffres & Mortalité structurelle : Il est évident que l'accidentalité ressort de faits chiffrés, mais aussi d'une représentation mentale. Le constat du réel couplé à l'imaginaire lui-même démultiplié par la dimension émotionnelle conduit à surdimensionner tel type d'événement par rapport à tel autre. Pourtant, dans un monde globalisé aux cent mille pratiques simultanées, il n'y a aucune différence de fond entre la mort des uns et la mort des autres, entre les accidents des uns et les accidents des autres, sauf en termes de niveau de souffrance enduré. Pour l'observateur (celui qui n'est pas directement concerné), plus la représentation émotionnelle ciblée, donc subjective, est forte et plus on accorde d'importance aux aspects négatifs par rapport à l'écrasante majorité des autres aspects factuels. En optant sciemment sur la partie purement négative de la pratique routière (accidentalité) hyper minoritaire par rapport à l'ensemble des autres aspects jugés positifs au même moment (avantages de la mobilité, liberté d'action individuelle, activité professionnelle, services rendus, progrès dans le collectif, effets dynamiques...), la méthode SRT est tout sauf objective. En montrant sans cesse du doigt les déviants et les déviances de la pratique routière, en diabolisant la vitesse et les

pratiques non admises par la loi..., le recours systématique aux chiffres officiels concourt au décervelage général. Le recours à la seule mathématique, aux seuls éléments scientifiques visibles, aux seules statistiques, pour expliquer les faits et/ou justifier les mesures prises, n'a de sens que dans le cadre d'une comparaison « universelle » avec la globalité épiphénoménologique (tous les phénomènes et épiphénomènes au même moment) aussi bien au niveau national qu'international. Isoler une catégorie d'événements, isoler un fait parmi d'autres, isoler un chiffre du 360° complet de son contexte est une insulte permanente à l'intelligence humaine. C'est d'ailleurs l'une des grandes problématiques affectant les relais politiques, technocratiques et médiatiques que de participer à la redondance des messages, images, débats, informations, reportages, interviews, chiffres et statistiques à visée dénonciatrice, sachant que cela influence directement la psyché humaine. En effet, plus les messages sont récurrents, voire saturants, plus l'esprit s'habitue à les entendre, à les accepter puis à les transformer en habitude, puis en normalité comportementale. Il est constant de vérifier comment le comportement d'une partie des populations peut être modifié dans le sens voulu par le simple biais de la propagande médiatique fondée sur la redondance des chiffres et des arguments couplée à la fréquence émettrice des mêmes types de messages. En y ajoutant l'importance des mesures et des contraintes, ainsi que la présence dissuasive des forces de l'ordre et des moyens sécuritaires, ont réussi parfaitement à inverser toute dynamique citoyenne que celle-ci soit bonne ou mauvaise.

Dans ces conditions, les hommes politiques, les institutions, les médias, ont et auront toujours une coresponsabilité énorme dans les déviances sociétales sous-jacentes et induites (violence, passivité, agressivité latente, médiocratisation, voire « décompréhension » des faits (contraire de fluidité, brouillage...)). Grossir tel fait ou tel sujet, c'est occulter simultanément tous les autres souvent bien plus importants pour l'ensemble de la population. Sous cet angle, le grossissement médiatique et la référence systématique aux chiffres officiels illustrent une nouvelle forme de prêt-à-penser sociétal, souvent pseudoscientifique, destinée à alimenter la raison critique du citoyen. Une raison constamment polluée aussi bien à la source de l'information que dans le jugement porté. Alors que les chiffres ont vocation à être objectifs et incontestables, leur dévoiement à des fins de manipulation des masses tant dans la méthode de calcul utilisée, que dans la signification et l'interprétation, conduit davantage à désinformer qu'à informer utilement. En tout état de cause derrière les chiffres et les statistiques de mortalité routière présentés une fois comme catastrophiques et une autre fois vantés pour les résultats obtenus, il apparaît d'énormes trous dans le gruyère. Bien que chaque gouvernement sous couvert de la SRT ne manque pas une occasion de s'approprier tous les succès conjoncturels en rejetant simultanément la responsabilité de la mortalité sur le comportement inadéquat des usagers, on constate une vaste approche biaisée de la réalité comme de la problématique routière (voire une escroquerie intellectuelle). En effet, si la réduction de la mortalité est directement corrélative d'effets mécaniques logiques sur le fond (zéro vitesse = zéro mort par la vitesse), se dessine en toile de fond une véritable incapacité structurelle et culturelle à réduire la dangerosité de certains comportements profonds. On observe ainsi que moins de 5% des usagers de la route sont victimes dans leur vie d'un accident grave évitable, obligeant simultanément 95% des autres à subir toute leur vie des contraintes normatives, voire liberticides dans leur pratique. On constate également qu'il existe une mortalité structurelle permanente qui, additionnée au fil des années et des décennies, dépasse largement la barre des 100.000 morts selon les pays, voire davantage malgré toutes les mesures préventives et coercitives prises. La

responsabilité de cette mortalité structurelle échoit majoritairement aux mesures imposées par les gouvernements en place sous couvert de la SRT, en imposant aux individus une incapacité légale à pouvoir qualifier leurs comportements légitimes par une motivation suffisante et une réciprocité évidente dans les efforts visant à la maîtrise compétentielle.

Une autre aberration masquée par la tyrannie de la référence aux chiffres « premier degré » est de constater comment plus le phénomène est rare (en nombre d'usagers-kilomètres), plus il devient répulsif et inacceptable dans l'opinion publique en corrélation avec l'intensité de la couverture médiatique. Ainsi derrière les statistiques officielles montées en épingle on s'aperçoit que le taux d'accidentalité (mort et blessés) calculé en nombre d'usagers quotidiens rapportés au nombre de kilomètres parcourus est l'un des plus faibles qui soient. Ce même pourcentage rapporté au +99% des autres décès en tous genres, mais tout autant douloureux pour l'entourage malgré l'ombre médiatique, démontre combien l'empathie supposée pour l'accidentalité routière est conditionnée, manipulée, fausse, cynique et/ou froidement stratégique, afin de contrôler le comportement des masses. Rappelons que ce principe de « statistisation politiquement augmentée » a été largement réutilisé avec la Covid-19 entre 2020 et 2022. En tout état de cause, la survictimisation routière (procédé valable également dans bien d'autres domaines servant les intérêts systémiques) est directement corrélative de la surpolitisation, surtechnocratisation et surexposition dans la programmation et le temps de diffusion des grands médias. Une survictimisation totalement gonflée sachant que la pratique routière est l'un des plus grands domaines collectifs dans lequel se produisent statistiquement le moins de cas mortels en année pleine (moins de 1% de la mortalité nationale). Et pourtant, malgré cela, le cynisme officiel consiste à valoriser l'accidentalité routière par rapport à l'énormité de la mortalité due à la pollution, aux cancers provenant de l'alimentation industrielle, aux accidents domestiques, aux suicides, aux maladies nosocomiales...

19. Abus du principe de précaution : Cette pure invention technocratique relève de la culture prudentielle au sein des administrations et des gouvernances dans le cadre d'un usage plus dogmatique qu'humaniste. Le principe de précaution ne doit pas s'assimiler au premier réflexe légitime de protection lorsque l'on sait qu'une violence, un acte délictueux, une erreur, est en cours de réalisation ou fort probable. Il s'agit ici d'intervenir en termes de prévention en toute hypothèse face à l'occurrence d'un risque incertain ou seulement possible. Son application découle le plus souvent du raisonnement tenu, du jugement porté et/ou de l'émotion dominante, face à un imaginaire déplaisant, un événement dérangent, un contexte inconnu, une situation non prévisible, au caractère incertain d'une décision. Tout peut être concerné par le principe de précaution selon la volonté de qui décide, dès lors que l'on ne se sent pas capable d'affronter ou d'assumer la réalité. Si, au départ, l'intention animant la légalité de ce principe consiste à éviter une détérioration probable de telle ou telle situation (notamment climatologique, environnementale, sanitaire, juridique...), elle est vite devenue une manœuvre politique et médiatique permettant de légitimer l'interdiction, d'imposer des mesures directives, de justifier la retenue prudentielle, face à des enjeux théoriques possibles et/ou des conséquences présumées. La SRT est l'exemple type de prises de positions dogmatiques, communicationnelles, rhétoriques, en matière de recours au principe de précaution à des fins liberticides. Sa justification repose sur l'impérialité d'un certain nombre d'usagers déviants, ou d'acteurs potentiellement délinquants, pouvant mettre en danger réellement ou virtuellement la vie des autres. Pour éviter cela, le principe de

précaution consiste à imposer à tout le monde les mêmes règles contraintes permettant d'éviter l'intention, l'incitation, la manifestation de ces déviations et/ou d'occurrence du risque. Il ne peut y avoir de mesure « précautionnelle » sans posture dogmatique induisant forcément un lissage normatif par le bas des comportements et des attitudes. Le déport de responsabilité se fait du décideur vers l'utilisateur exonérant le premier de toute mauvaise intention. La perversion du raisonnement repose sur la seule justification d'un risque possible (via les chiffres, les statistiques, les affirmations...) et/ou par l'inadéquation compétentielle d'une minorité déviante. Le cœur de la problématique est que l'immense majorité des citoyens-utilisateurs qui n'a rien demandé, se voit contrainte sous l'autorité des pouvoirs publics de subir, pour son bien, un ensemble de mesures coercitives, pénalisantes, liberticides. Au lieu d'élever le niveau qualitatif de réponse, donc de plus grande maîtrise du risque, on l'abaisse par l'inhibition, l'interdiction, la privation pure et simple de décider, de choisir, de faire, d'agir, dans le cadre d'une surveillance constante. Si côté pile, l'adoption de mesures limitatives par la SRT consiste à empêcher ou réduire le risque d'accidentalité, côté face on assiste à une dégradation compétentielle dans ses aspects de maîtrise technique mais aussi mentaux, psychologiques et comportementaux. Aussi bien l'esprit que la lettre du principe de précaution appliqué de manière indifférenciée dans une population donnée ne permettent pas d'améliorer et de libérer les compétences actives du plus grand nombre. Au contraire, le recours à ce principe tend à inverser le niveau de qualification, de savoir-faire et/ou de savoir-vivre, corrélatif d'une baisse globale de compétence et de motivation par défaut de pouvoir agir et exprimer pleinement ses capacités. En ce sens, le recours politique et administratif au principe de précaution caractérise une mentalité prudentielle peu audacieuse, voire peu courageuse, couplée à un faux esprit de responsabilité à ne pas vouloir assumer certaines conséquences et décisions. Sa justification induit également un raisonnement souvent spécieux et sophistique à vouloir tout expliquer pour atteindre un résultat donné par des voies connues, faciles, peu exposées à l'échec, mais aussi à l'efficacité forcément limitée. Sur le fond, il n'y a aucun leadership dans le recours au principe de précaution, seulement une attitude gestionnaire qui l'emporte sur toute autre considération. En optant pour la facilité de mise en place d'une politique prudentielle à grande échelle couplée aux fonctions d'aide à la décision des technologies embarquées, l'individu se voit clairement dépossédé d'une bonne partie de son discernement et de son auto-maitrise. Les pratiques de la SRT en ce domaine (limitation imposée, interdiction d'usage, surveillance routière, radarisation, panneautisation conçue pour les moins bons usagers...) démontrent un glissement évident vers la soumission collective aux règles systémiques comme seule voie majeure de protection des populations face aux risques présumés. Tout fonctionne comme si le système a toujours raison dans ses mesures politiques et dogmatiques indifférenciées (principe de précaution) sur le citoyen-utilisateur lambda et sa capacité terrain de discernement différencié. En plus des effets collatéraux constatés en matière de politique prudentielle, on peut y ajouter un total non-sens sous l'angle d'une moindre affirmation de soi dans la maîtrise du risque. Il s'agit-là du blocage à la racine de la volonté altérant progressivement tous les mécanismes psychologiques d'amélioration qualitative des compétences individuelles à savoir : **non-motivation à investir** par défaut de perspective d'utilisation ou de s'engager dans le passage à l'acte ; **non-désir de qualification** pointue de son pilotage, de sa conduite, de son niveau de base, car contre-productif au final (amendes, retrait de points, non prise en considération...); **non-envie d'effort** pour progresser dans la maîtrise technique de son engin et/ou dans le dépassement de soi, car non-valorisation des sacrifices consentis pour atteindre un bon niveau de

pratique, de pilotage ou de conduite. Ce triple résultat anti-motivationnel est obtenu à chaque fois que les pouvoirs publics recourent de manière indifférenciée au principe de précaution !

20. Anti-maîtrise routière : La prudence routière codifiée et dogmatisée n'est pas la maîtrise routière, elle est même son contraire dans la réalité des faits. Opter pour un même lissage sécuritaire pour tous les usagers de la route au même moment, c'est appliquer un frein moteur à la dynamique vitale des individus. Le simple fait de réduire la décision spontanée de pratiquer une vitesse légitime dans une situation circonstancielle jugée adaptée altère à chaque fois de manière invisible tout le processus mental de la pulsion à sa justification consciente. La différence est la même entre une activité professionnelle fortement encadrée et standardisée (type bureaucratie répétitive ou acte ouvrier répétitif) et une activité ressortant d'initiatives permanentes (chef d'entreprise, management créatif...). On comprend ici combien la posture par le bas entraîne des résultats par le bas. Combien le peu de motivation à s'améliorer, appelle le peu d'énergie à se mobiliser autrement ? À l'inverse, tout le monde peut constater combien l'énergie compétente mobilisée dans l'engagement appelle la motivation à s'amplifier, à se qualifier, à faire encore mieux, à réussir les actions menées, et combien ce processus positif est autogénérateur et protecteur en lui-même. Comment donc accepter dans la pratique routière une forme d'égalité dogmatique générale qui soit hautement limitative des potentiels et des capacités des plus compétent(es) ? Est-ce que dans le même temps on accepterait de faire comme tout le monde dans le choix de ses loisirs, dans ses pouvoirs de décision au quotidien, dans l'intensité de ses besoins, dans les méthodes pratiquées dans ses activités professionnelles ? Bien sûr que non, pourtant la SRT l'impose comme une évidence, une normalité, une responsabilité, un conformisme citoyen, dès lors qu'il s'agit d'une pratique de masse ! On conçoit bien ici qu'il s'agit d'une parfaite aberration sociétale sur le fond (mais aussi psychologique), dès lors que l'individu est amené à faire preuve en temps réel de centaines de réflexes, de postures et de décisions différentes dans une succession de périodes courtes, diversifiées et/ou hautement variables. En créant ainsi des « stop and go » cognitifs, les processus neuronaux en arrivent à produire des hiatus d'adaptation (stress négatif, doute, baisse de conscience, perte d'énergie, conflit mental...). Rappelons que l'esprit humain et le comportement sont naturellement programmés pour rester homogènes à niveau similaire d'énergie d'initiative et de compétence technique, aussi bien dans le privé que dans le domaine public. Tout différentiel répétitif use anormalement les facultés mentales en se répercutant dans la psychologie courante (agressivité, violence verbale, nervosité, autoritarisme, frustration, passivité, relâchement, déconcentration, contournement des interdits, problèmes psychiques...).

La responsabilité de la SRT et des associations périphériques est énorme en ce domaine en ayant pris le parti d'allouer une compétence minimale et une capacité réduite d'affirmation de soi à l'utilisateur. En privilégiant avant tout un résultat de surface normatif, gestionnaire et comptable, elle contribue à produire des dégâts indirects irréversibles dans la psyché humaine. En choisissant de limiter la permissivité dans les libertés d'action et de choix à partir d'un niveau réduit de compétence accessible par le permis de conduire, sorte de certificat d'étude primaire, au lieu de favoriser comme partout ailleurs des gradations compétentielles dans la pratique, la SRT empêche l'utilisateur d'évoluer dans sa pratique. En choisissant de ne pas favoriser les formations complémentaires spécifiques, de ne pas autoriser la pratique de vitesses différenciées selon les compétences, les engins et les configurations routières, de ne pas tenir compte

des différentiels objectifs de niveau de mentalisation et pratique expérientielle entre usagers de la route, la SRT contribue à favoriser un immense brassage humain plus médiocre que performant. Le lissage égalitaire partout, pour tout le monde et à tout moment, est une ligne de conduite socialement irresponsable dans l'absolu même si légale et partagée par le plus grand nombre. L'approche politique de la SRT est fondamentalement irraisonnable même si argumentée du fait des nombreux effets induits dans le corps social et autres déplacements psychologiques que cela suppose. Il est clair que la standardisation massive des comportements et la limitation coercitive des droits capacitaires imposées par la SRT traduisent une forme de management sociétal régressif ou pour le moins liberticide. L'aveuglement conservateur, idéologique, autoritaire, dogmatique, à vouloir justifier à tout prix la nécessité de contrôle et de compression collective par le bas, fait que le « pro » comme l'amateur avisé « niveau bac+15 » en compétence et maîtrise de pilotage sont traités de la même manière que le profane « bac-5 » affichant de la peur sur la route, de mauvais réflexes et/ou un manque patent de savoir-vivre, de nature à emmerder constamment ses congénères par ses mauvaises initiatives politiquement correctes. Être dans les « clous » de la SRT, c'est en quelque sorte démontrer un niveau limité dans l'échelle d'efficacité (notée entre 1 et 10) dans le management et la gestion du risque. En se contentant d'atteindre seulement un niveau de 3 ou 4, l'utilisateur se prive ou est privé d'un accès à la maîtrise routière avec un niveau compétentiel compris entre 7 et 10. D'une certaine manière, la SRT oppose chaque jour la docilisation des masses à la domination individualisée de la pratique routière.

En résumé, la politique prudentielle, coercitive et régulatrice promue par la SRT, est l'exemple type de la lente dérive inversive constatée dans la plupart des sociétés dites modernes. C'est même un cas d'école sociétal dans lequel le discernement humain est remplacé par la technologie, le bon sens par le discours rationalisant, les libertés individuelles par les dogmes collectifs. De quoi se poser de nombreuses questions sur l'inaboutissement chronique de nombreux citoyens contemporains. On peut même affirmer que l'histoire jugera cela comme une pure inversion démocratique à visée liberticide, une régression des comportements à des fins systémiques. Comment pourrait-il en être autrement lorsque l'on tire délibérément les citoyens-usagers vers le bas de leurs capacités et par l'inhibition de leur liberté naturelle d'affirmation de soi ?

Opter pour la maîtrise routière par la maîtrise du risque

La meilleure manière d'éviter cette fausse route collective consiste non pas à surenchérir dans la limitation, le contrôle et la surveillance, mais à pousser l'individu vers le haut de ses capacités et de ses droits légitimes en les enrichissant par la compétence, en les qualifiant par la confiance en soi, la prise d'initiative, la volonté d'être « pro » dans la démarche. C'est même une évidence dès lors que l'on considère la maîtrise routière à bon niveau (voiture, moto, scooter, camion, camping-car...) comme une activité humaine supérieure en matière de technicité nécessaire, d'action terrain engagée, de contrôle psychologique et comportemental en temps réel. La pratique routière sous l'angle de la maîtrise routière est même un révélateur positif de personnalité notamment pour les jeunes adultes, hommes et femmes, ce qui n'est pas vraiment le cas dans le sens prudentiel. Aussi afin de faire évoluer radicalement la SRT, ainsi que les mentalités, la véritable option qualitative n'est pas seulement dans la fuite en avant des équipements technologiques, avec ou sans intelligence artificielle, et

encore moins dans la régression légale des pratiques routières. Elle est au contraire dans la valorisation de la maîtrise routière chez tous les usagers expérimentés et discernés dans leur pratique courante. De ce point de vue, la maîtrise routière traduit une application concrète de l'esprit de démocratie et de ses valeurs évolutionnaires. Si la maîtrise développe la positivation compétentielle, elle suppose également une utilisation optimisée de tous les sens et capacités cognitives. Elle développe tout particulièrement un 6^e sens, celui de l'instinct inné de maîtrise des situations (intuition, vigilance, anticipation, rapidité de réaction, solutionnement adapté, ascendant sur l'adversité, besoin de réussite...). Un 6^e sens qui permet de sortir par le haut de la gestion du risque routier par l'habileté, la vision globale, le savoir-faire, le sang-froid, en domptant à la racine le risque, la peur, le stress négatif. Tout ce qui nourrit négativement le fonctionnement cognitif à la source du jugement et de la décision (crainte, doute, inhibition...) est éliminé ou fortement réduit grâce au recours utile et avisé des compétences techniques. Tout devient plus fluide, plus précis, plus positivement décisif, aussi bien dans la gestion de la vitesse appropriée que dans la rapidité d'esprit, l'agilité des gestes, l'adéquation des manœuvres et des trajectoires aussi bien dans l'évitement que dans l'objectif poursuivi. En ce sens, la maîtrise du risque dans les conditions courantes de pratique routière repose sur 3 grands apports :

1. Réduction structurelle de la mortalité et de l'accidentalité grave sur route.
2. Qualification à la source du comportement positif et efficient des usagers.
3. Évolution du cadre sociétal vers une démocratie citoyenne plus avancée.

En fait, la maîtrise routière (comme dans bien d'autres domaines) est une application concrète du véritable esprit de démocratie incluant à la fois une technicité opérationnelle, des règles utiles à suivre et surtout l'usage constant de la plupart des valeurs évolutionnaires. Elle ne consiste pas seulement à associer du temps d'apprentissage dans l'utilisation de réponses efficaces et de techniques adaptées aux situations connues et répétitives (aspect purement technicien), mais aussi à développer un 6^e sens (aspect mentalisation du passage à l'acte). Rappelons que c'est généralement l'incapacité à gérer l'imprévu qui génère le risque maximal d'accidentalité, en dehors des principaux couples à risque à base de vitesse + alcool, vitesse + moment d'inattention, vitesse + mauvaise décision, vitesse + émotion parasite, vitesse + médicament... Il existe 17 principaux couples à risque. C'est donc en réduisant, à la fois, les principales causes structurelles et fonctionnelles par des attitudes, réflexes et comportements adaptés, ainsi que par l'affrontement direct des situations (et non la fuite, la théorisation, l'imaginaire ou l'évitement passif) que se développe et s'entretient la maîtrise du risque applicable à la pratique routière. C'est en plongeant au cœur du risque (de manière maîtrisée) que l'on apprend à ne plus en avoir peur, à ne plus y penser négativement, à le démystifier, mais au contraire à le dompter, le contrôler, l'anticiper, le prévenir, y compris et surtout dans la plupart des configurations induisant l'imprévu et l'inconnu. En réduisant le champ de l'inconnu, on réduit le champ de l'imprévu, c'est mathématique !

Les 4 règles de base de la maîtrise routière

1. Répéter cent fois, mille fois, les mêmes gestes dans les mêmes situations afin de créer un arc réflexe, un flux neuronal, permettant de gérer au mieux l'hyper présent, tout en programmant finement son propre logiciel mental dans un temps de réponse amélioré.
2. Favoriser la proactivité et l'autonomie dans la décision en faisant intuitivement ce qui paraît juste et efficace à partir de ce que l'on sait faire, sans forcément

écouter autrui ni faire comme autrui.

3. Se faire totalement confiance sur le terrain en ayant un temps d'avance sur les événements grâce à la mobilisation optimale de tous ses sens avec une concentration permanente sur la plupart des facteurs externes (analyse des conditions de roulages, réponse de l'engin, évaluation des distances...).

4. Utiliser un engin sûr, bien entretenu associé à un équipement de qualité, en adaptant en permanence ses actions selon l'état réel de l'existant bon, médiocre ou mauvais, sans jamais dépasser 80% de ses compétences disponibles (100% et plus sur circuit).

L'habitude prudentielle amenant à réduire constamment l'amplitude de ses pulsions, intuitions, instincts, intimes convictions, besoins, fonctions, capacités, conduits inévitablement à l'acte manqué dès lors que l'on sort des habitudes connues. C'est en s'affranchissant dès que nécessaire et avec discernement des contraintes imposées que le corps et l'esprit humain fonctionnent le mieux. C'est le fondement même de l'efficacité et de l'acte réussi. Aussi l'axiome de base est que plus la maîtrise est développée et plus le risque se réduit dans une relation inversement proportionnelle. C'est la raison pour laquelle la maîtrise du risque s'applique parfaitement à la pratique routière, considérant que l'humain doit être privilégié avant la technologie qui doit toujours rester en appui et non devenir un but en soi. Cela explique pourquoi le citoyen-usager doit toujours être traité de manière différenciée et non dans un cadre d'égalité dogmatique indifférenciée et/ou pris dans la masse. Il faut pour cela que le pratiquant expérimenté puisse fonder l'engagement spontané de sa pratique sur la légitimité issue de son propre discernement (intelligence nuancée, autonomie de réflexion, conscience aigüe des enjeux, prise opportune de décision, courage à assumer les conséquences de ses actes, affirmation de soi sincère et loyale, sens des responsabilités...), tout en le recadrant en temps réel par rapport à la légalité, les infos données ou la norme existante, mais pas l'inverse de ce qui est pourtant généralement le cas.

13 façons de compléter la formation initiale

Pour rendre le citoyen-usager vraiment adulte, maître de ses actes, serein et épanoui dans sa pratique, il est absolument nécessaire de compléter sa formation initiale par :

1. Des post-formations complémentaires (piste, neige, mécanique, haute vitesse, basse vitesse...) destinées à toujours mieux contrôler l'inconnu, éviter les erreurs basiques, développer des compétences techniques, améliorer les temps de réponse...

2. Des mises en situation diverses, voire délicates et difficiles pour aguerrir le mental et relativiser les situations courantes, sachant que l'épreuve réussie renforce encore davantage le mental.

3. Des passages à l'acte obligeant à donner le meilleur de soi, voire à se dépasser, pour comprendre où sont ses vraies limites, les lignes jaunes personnelles à ne pas dépasser.

4. Apprendre à décider seul en se faisant confiance, ne pas suivre aveuglément ce que fait celui devant ou à côté.

5. Rechercher les informations utiles, demander les conseils avisés de ses pairs.

6. S'obliger à être propre dans l'exécution, l'esthétique de l'effort, exemplaire dans sa pratique courante.

7. Débriefing systématiquement avec honnêteté toute erreur, imperfection, baisse de maîtrise et/ou de régime personnel.

8. Entraîner son esprit à la vigilance, l'anticipation, la concentration, tout en analysant constamment la situation dans un couple équilibré intuition/raison.
9. Apprendre à relativiser le risque, ne pas en avoir peur, se mesurer à lui avec assurance et force mentale, en comprenant qu'il est parfaitement contrôlable, voire qu'il ne se manifeste pas, si les conditions préalables de fiabilité de l'engin, de renseignement, de confiance en soi, de technicité sont réunies.
10. S'engager pleinement dans l'action en ne craignant pas de donner le meilleur de ses capacités (ne pas jouer petit bras) en évitant d'être stressé, apeuré, inhibé, du seul fait de son imaginaire.
11. Alimenter son moteur motivationnel par des objectifs réalistes à atteindre, se faire plaisir, avoir le désir de bien faire, vivre pleinement l'instant afin de générer de l'énergie positive.
12. Apprécier ce que l'on fait en temps réel, ne pas se poser de questions parasites, ne pas polluer son esprit par le doute, la crainte de l'échec, la peur ou la représentation de l'accident (éloigner son esprit de l'acte manqué).
13. Pratiquer toujours à son rythme, selon ses moyens, sans vouloir prouver quoi que ce soit aux autres, ne pas sortir de ses capacités du moment, sauf naturellement en compétition où il faut savoir dépasser ses limites.

Les retours positifs de la maîtrise du risque dans la pratique routière individuelle comme dans d'autres domaines

La maîtrise est ce qui pousse l'individu vers le haut de ses capacités, vers le haut de son affirmation, vers le haut de son rapport à l'environnement général. Les retours positifs sont notables et durables au niveau de la psychologie, de l'activité cognitive, des attitudes dominantes, de la mentalité, de la conscientisation et du comportement relationnel avec autrui en permettant de :

14. Développer en profondeur le mental, le rendre plus endurant, plus résistant, plus endurcit.
15. Se sensibiliser au risque réel grâce à des simulations préventives, des expériences d'initiation, avant de pratiquer seul en situation réelle.
16. Façonner un esprit de responsabilité, une âme d'adulte, rendant l'individu moins timoré, moins fragile mentalement, moins vulnérable devant la difficulté et l'épreuve.
17. Accélérer la maturité des jeunes adultes par la capacité *ex vivo* à s'affirmer et se découvrir dans le vif de la réalité, à développer des réponses authentiques puisées dans son fonds potentiel de ressources, comme à sortir par le haut des bridages et formatages scolaires, académiques, familiaux, comme de toute forme de comportement prudentiel standardisé, voire stéréotypé.
18. Consolider et actualiser son besoin de maîtrise pour continuer à assurer son rang compétentiel en évitant tout retour médiocre en arrière par le biais d'une pratique régulière, par des stages spécifiques, de la post-formation spécialisée, de l'évaluation de performances...
19. Avoir à cœur de rouler de « belle manière » sans chercher à s'opposer aux autres, tout en défendant une image « propre » par la qualité, la fluidité et la maîtrise opérationnelle.
20. Entretenir l'acte réussi considérant que le positif appelle le positif, alors qu'à l'inverse l'acte manqué nourrit le négatif qui appelle le négatif.
21. Favoriser un self-control face aux situations délicates et inhabituelles réduisant *de facto* l'occurrence du risque grâce à la certitude intime de réussir.
22. Accroître et affiner sans cesse ses capacités d'analyse routière avec des temps de réponse accélérés, voire d'anticipation.

23. Bénéficier d'une activité mentale et neuronale beaucoup plus alerte, précise et rapide dans le traitement en temps réel de l'information, grâce à la mise sous tension optimale de l'ensemble de ses capteurs sensoriels, perceptifs, intuitifs.
24. Assurer une meilleure gestion de ses émotions dans l'engagement en ayant une continuité dans la gestion émotionnelle, évitant ainsi les parasitages déstabilisants, les réflexes de sidération, de panique ou d'effolement.
25. Augmenter son propre bon sens, sa lucidité, son pragmatisme, son réalisme, à partir d'une élévation conscientielle progressive couvrant l'ensemble des facteurs du moment.
26. Libérer le rythme instinctif et naturel de chacun dans les capacités connues, mais aussi dans les potentiels insoupçonnés en phase équilibrée entre l'esprit et le corps dans une homéostasie optimisée.
27. Éviter au maximum le trou comportemental (déconcentration, automatisme habituel, relâchement de la vigilance, sous-estimation de la situation...) et tout ce que cela peut impliquer dans la perte momentanée de contrôle du véhicule/engin.
28. Transposer les facteurs utiles de la maîtrise routière dans bien d'autres domaines de la vie courante (professionnel, sport, loisirs, voyage, prise d'initiative, entrepreneuriat, challenge personnel...) alimentant ainsi un dynamisme global plus élevé, plus performant, plus efficient.
29. Prendre soin naturellement et régulièrement de ses équipements et matériels en ayant conscience de l'importance de bien traiter son engin ou son véhicule en termes de maintenance, propreté, réparation, changement des pièces usagées...
30. Être attentif et réceptif à toute forme de valorisation des efforts consentis comme moteur motivationnel auxiliaire (en plus de celui permettant d'abord de satisfaire des besoins dominants) pour continuer à les poursuivre dans l'exigence qualitative.
31. Acquérir naturellement un meilleur civisme, un plus grand respect des autres usagers, quel que soit leur niveau, dans le cadre d'un véritable savoir-vivre routier.

Ce qu'apporte la maîtrise du risque sous l'angle collectif et sociétal

32. Augmentation des capacités libertaires permettant d'exprimer une plus grande affirmation de soi individuelle et citoyenne.
33. Usage optionnel entre la vitesse légitime et la vitesse légale, dès lors que les critères sont atteints par le biais de post-formations et/ou par un véritable savoir-faire terrain et maîtrise autodidactique.
34. Programmation par étape d'une évolution collective dans la notion de vitesse (et non-stagnation à un niveau légal limitatif) en favorisant le passage de la vitesse normée à la vitesse conseillée, puis l'accès à la vitesse permise puis autodiscernée.
35. Distinction sélective (et non égalitariste) des usagers entre eux poussant au mimétisme qualitatif et à l'identification positive des meilleurs (et non à celui des plus suiveurs et timorés).
36. Choix optionnel permanent entre le modèle officiel de sécurité routière devant s'imposer par défaut et celui plus personnalisé de maîtrise routière conditionnelle.
37. Élargissement de l'Offre sociétale sous forme de contreparties motivantes en fonction du niveau de maîtrise atteint (incitation fiscale, assurance à tarif fortement réduit, licence autorisée dans les pratiques avancées avec droit d'usage supplémentaire, tutorat des jeunes apprentis par des usagers fortement expérimentés, alerteur contributif sur les conditions routières réelles jugées dégradées, inadéquates dangereuses...).

38. Elargissement de l'offre économique et commerciale afin d'améliorer les conditions d'achat, d'acquisition, d'accès, de roulage, pour tous les types d'engins, d'équipements, de matériels, de services...
39. Mise en place d'une nouvelle génération de Code de la route fortement évolutif et non plus hautement normatif ou liberticide à partir d'un Néocode à base du Codex de la maîtrise routière.
40. Instauration d'une plus grande tolérance et respect entre usagers de la route avec port possible d'un signe distinctif ou d'une vignette apparente acceptant la différenciation des pratiques routières entre ceux souhaitant rester à un niveau minimal et ceux disposant d'une compétence supplémentaire, un peu comme dans les arts martiaux ou dans les pratiques d'assermentation.
41. Aménagement de zones routières permettant la différenciation des pratiques routières avec ouverture de fenêtres temporelles ciblées supposant des conditions liminaires à respecter.
42. Réduction de la médiocrité des attitudes et des comportements parasites détestables (attitude inertielle dans la conduite, imposition de soi sur la route, manque de savoir-vivre, intolérance, délation, surveillance, bâton dans les roues, hostilité dogmatique...).
43. Évitement, voire suppression pure et simple, des pratiques systémiques de répression, de traque et de rançonnage fiscal, incommodant et infantilisant inutilement la plupart des citoyens-usagers.
44. Harmonisation de l'intelligence routière propre à l'utilisateur avec les équipements technologiques dits de « route intelligente ».
45. Dépassement de la simple relation causale primaire (cause/conséquence) en matière d'accidentologie dans l'appréciation de la pratique, en y intégrant toujours la source du comportement (stress, humeur, énergie, fragilité, faiblesse, ressenti, « déviation » de l'esprit, trouble émotionnel, perturbation diverse...).

En résumé, il existe de nombreuses voies d'amélioration par le haut dès lors que l'on intègre la motivation et l'intelligence du citoyen dans tout modèle sécuritaire systémique. Ne pas intégrer la maîtrise citoyenne en misant davantage sur la prudence citoyenne c'est maintenir dans l'environnement social l'individu à un stade infantile ou adolescent mais certainement pas adulte. Il est évident que lorsque la politique menée en matière de pratique routière deviendra plus encourageante, plus motivante, plus mobilisante en matière de qualification compétentielle, nous aurons alors un signal fort, voire majeur, d'évolution positive dans la conduite des sociétés modernes. À l'inverse, tant que la politique menée dans le cadre de la SRT en tant qu'épiphénomène sociétal parmi 34 autres perdurera dans sa logique systémique, nous aurons-là le véritable baromètre des limites réelles et constantes de l'existant démocratique actuel. On peut même affirmer que le passage ou non entre la SRT et la maîtrise routière deviendra le signal décisif de l'évolution positive de la démocratie de système à la démocratie citoyenne ou, au contraire, la confirmation négative de la régression de la démocratie de système vers la non démocratie de système !

Hub Societhon

Vous avez 7 possibilités pour participer au Societhon

1. Diffusion du Hastag : N'hésitez pas à diffuser cet Hastag auprès de vos proches et d'en discuter ensemble.

2. Devenir co-auteur(e) : Vous avez déjà publié, écrit, communiqué sur un sujet s'appliquant au fonctionnement sociétal, citoyen et/ou démocratique et vous souhaitez apporter gratuitement votre contribution à cet Hastag. Rien de plus simple, après réception et bonne conformité de votre texte avec l'Esprit du Societhon, nous l'incluons gratuitement sous forme de fichier PDF ou à partir d'un lien permettant l'accès à votre site ou blog. Le transfert s'effectuera directement à partir d'un mot choisi par vous-même au sein de cet Hastag sur lequel il suffira de cliquer. Nous le soulignerons et le signalerons au lecteur afin qu'il puisse ainsi consulter votre contribution à tout moment.

3. Apporter des solutions : Vous avez déjà testé des applications de démocratie ou de citoyenneté avancée ou vous souhaitez proposer des solutions ou réponses concrètes dans l'esprit du Societhon. Nous établissons gratuitement dans cet Hastag et sur notre site un lien direct avec vous, votre association ou votre groupement de citoyens.

4. Être souscripteur : Vous pouvez réserver dès maintenant la prochaine version du livre intégral « l'Esprit du Societhon » en double édition print et numérique. Les deux éditions vous seront adressées séparément dès leur parution. La souscription de 39 € comprend sur le livre imprimé un autographe personnalisé signé de la main de l'auteur.

5. Investir dans l'art Authoriste : Vous souhaitez exposer chez vous ou au travail une toile authoriste numérisée signée de la main même de Monthome (donc destinée à prendre de la valeur avec le temps). Il est possible de la commander avec l'inclusion originale d'une citation, d'une phrase ou d'un texte que vous aurez préalablement sélectionné au sein de cet Hastag. La toile est réalisée à partir d'une texture de fond originale puis livrée avec un encadrement en bois et le nécessaire pour l'accrocher.

6. Droits d'usage pour une année : Dans le cadre de votre activité professionnelle ou publique, vous envisagez de reprendre, dupliquer, sélectionner une partie ou la totalité de cet Hastag. Pas de problème, il suffit de prendre une simple licence d'utilisation pour l'intégrer dans tout document de communication, dossier ou article de presse, page web, objet publicitaire et même l'utiliser en formation, séminaire, conférence, débat...

7. Droits d'exclusivité nationale ou internationale : Vous envisagez de diffuser, éditer, traduire, adapter, les Hastags du livre « l'Esprit du Societhon », ainsi que les autres livres et contenus monthomiens, dans une langue étrangère ou dans l'un ou plusieurs pays du monde, nous vous proposons des droits de cession ou de franchise.

Toutes les informations sont disponibles sur le site : www.societhon.com

Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com